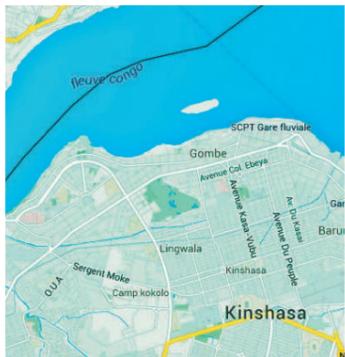


## RD-CONGO

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2888 - JEUDI 13 AVRIL 2017

## ENJEUX POLITIQUES

## La France et l'Union africaine au chevet de la RDC

De passage à Paris le mardi 11 avril, le président guinéen Alpha Condé qui dirige l'Union africaine a discuté à l'Élysée avec son homologue français de la situation politique qui prévaut actuellement en RDC. Pour le président Alpha Condé qui s'est joint à l'idée de François Hollande de laisser à l'Union africaine la latitude « de trouver des solutions de médiation indispensables » à la situation politique congolaise, il y a lieu d'aider la RDC à sortir de la crise grâce à la médiation de l'Union africaine. Le président guinéen qui veut créer une instance où « les problèmes des Africains seront résolus par les Africains eux-mêmes », entend s'impliquer dans la crise congolaise. La France qui ne fait plus mystère sur ses inquiétudes en rapport avec le processus électoral en RDC, plaide pour la recherche d'un consensus salubre.

Page 12



Alpha Condé et François Hollande

## DIPLOMATIE

## Les Etats-Unis prêts à imposer des restrictions aux autorités congolaises

Dans une déclaration datée du 11 avril, les États-Unis ont réitéré leur déception du fait que les signataires de l'accord du 31 décembre en RDC, n'aient pas été en mesure de parvenir à un accord sur le choix d'un nouveau Premier ministre conformément à l'accord. Réagissant à la nomination de Bruno Tshibala à la Primature, le pays de Donald Trump a relevé l'incertitude quant à l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre l'accord et à organiser des élections d'ici la fin de 2017. Par ailleurs, les États-Unis se sont dit prêts à imposer des restrictions aux individus, qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition, dont les attitudes et comportements sapent les institutions démocratiques de la RDC.

Page 12

## FORMATION DU GOUVERNEMENT

## Bruno Tshibala consulte les forces politiques et sociales

Depuis le 11 avril, Bruno Tshibala consulte en vue de la formation du gouvernement de transition conformément à la recommandation faite par Joseph Kabila l'exhortant à le faire dans les plus brefs délais. D'aucuns s'attendent à un gouvernement d'union nationale espérant que Bruno Tshibala cherchera à approcher l'UDPS et ses alliés de G7 pour plus d'inclusivité.

Les plus optimistes pensent qu'il dispose des cartes en mains pour convaincre ses anciens camarades à participer à son gouvernement dont la mission essentielle est de conduire le peuple congolais aux élections d'ici décembre 2017. Sur le volet électoral justement, le Premier ministre a déclaré mettre tout



Le PM Bruno Tshibala

en œuvre pour mobiliser les ressources financières internes pour financer les élections.

Page 13

## GOUVERNEMENT DE TRANSITION

## Le MLC et le FRC pas concernés par le partage des postes

Dans une déclaration signée par la secrétaire générale du Mouvement de libération du Congo (MLC) et coordinatrice de la plate-forme Front pour le respect de la Constitution (FRC), ces deux structures politiques se sont dit non concernées par le partage du pouvoir avec l'actuelle coalition au pouvoir. Le regroupement politique et sa constituante exigent, par ailleurs, le respect de la Constitution sinon, la mise en œuvre de l'Accord de la St Sylvestre, pour permettre au pays d'avoir ses élections dans le délai fixé. Quant au pilotage du Comité national de suivi de l'accord (CNSA), le MLC et le FRC exhortent au consensus des parties prenantes autour du délégué du FRC pour



diriger cette structure dans le seul but d'avoir le levier de commande par rapport à la mise en œuvre effective de l'accord.

Page 12

## ÉDITORIAL

## Symbole

La visite que le Pape François effectuera au Caire à la fin de ce mois est symbolique à tous égards. Maintenu alors que deux églises coptes ont été l'objet d'attentats sanglants le dimanche des Rameaux, elle témoigne de l'attention croissante que les plus hautes autorités du Vatican portent à l'Afrique.

Plus le temps passe, en effet, et plus notre continent s'affirme, en dépit des tensions religieuses que provoque la montée en puissance de l'Islamisme radical, comme le continent où la religion chrétienne affirme le plus clairement ses valeurs. Face à l'extrémisme l'Eglise y apparaît comme un rempart moral qui protège les sociétés contre les dérives en tout genre marquant ce début de millénaire. Et c'est ce qui explique l'influence croissante des Africains dans la gouvernance d'une religion que dominaient jusqu'à très récemment le clergé et les prélats européens.

Venu du grand Sud puisqu'il fut longtemps archevêque de Buenos Aires, puis Cardinal le Pape François sait mieux que personne que son pontificat doit permettre à l'Eglise de franchir une étape décisive dans la rénovation de ses institutions. Confronté, au cœur même de la Cité du Vatican, à une puissante partie de la Curie romaine qui s'oppose à tout changement, à tout rééquilibrage des rapports entre les continents, il lui faut trouver les appuis nécessaires pour moderniser l'Eglise sans porter atteinte à ses valeurs fondamentales.

On peut donc tenir pour certain que sa visite au Caire sera suivie d'autres déplacements sur notre continent. La preuve en est que le nom de Brazzaville se trouve de plus en plus souvent cité, à Rome comme l'une des villes africaines où le Pape François se rendra dans le courant de cette année 2017. Avec très probablement, en clé de voûte de sa visite, le lancement de la procédure de canonisation du cardinal Emile Biayenda qui mourut assassiné il y a très exactement quarante ans, le 22 mars 1977.

Ce n'est certainement pas un hasard si le numéro deux du Vatican, le Cardinal Secrétaire d'Etat du Saint Siège Pietro Parolin, a passé quatre jours chez nous, à Brazzaville au début du mois de février de cette année afin de signer avec les plus hautes autorités congolaises un accord officiel qui marque de façon claire un renforcement significatif des liens existant entre le Vatican et le Congo.

Les Dépêches de Brazzaville

## VIE DES PARTIS

## Suspension de deux cadres du Congrès pour la démocratie et la République

Réuni le 10 avril à Brazzaville sous la direction de son président, Bonaventure Boudzika, le bureau exécutif national du Congrès pour la démocratie et la République (CDR), élargi à la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, a confirmé la suspension de Morel Ntalani et Eddy Packa.



Bonaventure Boudzika, au centre, président les travaux (DR)

D'après une déclaration rendue publique à l'issue de cette rencontre, les intéressés sont mis à la disposition de la Commission nationale de contrôle et d'évaluation, dans un délai de 48 heures pour être entendus. « Dépassé cette date butoir, le bureau exécutif national se réservera le droit de prononcer leur radiation. Il leur est fait interdiction, de quelque manière que ce soit, de parler au nom du CDR, d'utiliser les signes distinctifs du parti », mentionne la déclaration, précisant que le CDR se réserve le droit de poursuites judiciaires en cas de non observation de cette décision. Membre de la Convention des partis républicains (COPAR), le CDR met,

par ailleurs, en garde ceux qu'il considère comme des manipulateurs et condamne tous les fauteurs en eau trouble et leurs commanditaires dont l'agenda caché ne vise, souligne-t-il, que la diversion pour détourner les membres du parti des enjeux politiques qui pointent à l'horizon. « Le CDR, tout en comprenant les légitimes ambitions politiques qui les motivent, les invite cependant à utiliser leur intelligence pour créer leur propre parti politique. Aussi, invite-t-il les compagnons du parti à se détourner, mieux, de dénoncer sans compromis, tous ceux dont le dessein vise à tirer le parti vers le bas », poursuit la déclaration.

En effet, il est reproché à Morel Ntalani et Guy Eddy Cacharel Packa, respectivement secrétaire en charge de la jeunesse et du sport et ancien permanent au siège du CDR, plusieurs griefs. Ils seraient les auteurs des manœuvres attentatoires à l'intégrité du CDR visant à déstabiliser les instances légitimes du parti. C'est ainsi que le président avait pris une décision les suspendant du parti le 3 avril dernier. L'actuelle déclaration vient donc confirmer cette décision. Les participants à cette rencontre ont, enfin, réaffirmé leur soutien au président du CDR, l'invitant à demeurer serein, confiant et à continuer l'œuvre salvatrice à la direction du parti.

Parfait Wilfried Douniama

## RENCONTRE CITOYENNE

## Des jeunes de Ouenzé réitèrent leur soutien à Denis Sassou N'Guesso

Les jeunes de la zone « 753 », quartier 54 du 5<sup>e</sup> arrondissement Ouenzé ont exprimé le 11 avril, leur attachement constant au président de la République, Denis Sassou N'Guesso. Ce, en dépit des difficultés vécues au quotidien, du fait de la destruction, le 4 mars 2012, de leurs habitations.

Ces retrouvailles ont été initiées par Simon Pierre Singa Ondélé, un jeune leader de cette zone, venu de Paris, en France où il a été évacué, après avoir été touché lors des déflagrations de Mpila.

Le but de cette rencontre qui a réuni des centaines de jeunes autour d'un repas est de cultiver l'esprit du « vivre ensemble » dans le quartier, afin de donner encore plus de chaleur, de vie et de visibilité à cette zone sévèrement détruite par les explosions du 4 mars.

« J'ai été victime des événements du 4 mars dans cette zone rouge. J'étais évacué en France pour des soins intensifs où j'ai passé trois ans, je suis rentré, j'ai tenu donc à organiser ces retrouvailles avec les amis jeunes, dans le but de faire



Simon Pierre Singa Ondélé (DR)

revivre ce quartier qui se trouve toujours dans un état d'abandon total », a précisé Simon Pierre Singa Ondélé.

Au-delà des souffrances qu'ils endurent, les jeunes du quartier 54 se disent être toujours attachés aux idéaux du président Denis Sassou N'Guesso pour lequel ils ont exprimé leur soutien indéfectible.

« Je tiens à remercier notre grand frère Simon Pierre Singa pour cette initiative. C'est un message pour dire qu'après les événements du 4 mars, notre quartier ne mourra jamais. C'est vrai que nous sommes impatients de voir nos habitations être reconstruites, mais nous gardons toujours espoir que

cela se fera, parce que Ouenzé est aussi le quartier de Denis Sassou N'Guesso, c'est son fief. Nous sommes convaincus qu'il ne nous a pas oubliés », a souligné Mongoulouri, un autre jeune du quartier. Dans la même lancée, Simon Pierre Singa Ondélé et ses amis du quartier entendent organiser dans les tout prochains jours une grande opération de salubrité afin d'assainir leur quartier et vivre dans un environnement sain et propre. Pour la réussite de cette opération, ils ont lancé un SOS aux personnes de bonne volonté de les assister pour le bien de la population.

Firmin Oyé

**LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE-**  
Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions : Clotilde Ibara, Jean Kodila  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Norbert Biembedi, François Ansi

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nougou  
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Quentin Loubou, Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia  
Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba,

Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys  
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya  
**ÉDITION DU SAMEDI :**  
Meryll Mezath  
(Rédactrice en chef), Duryl Emilia Gankama, Josiane Mambou Loukoula

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Méline Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Sports : Martin Enyimo  
Relations publiques : Adrienne Londole  
Service commercial : Stella Bope  
Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga  
Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

## MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)  
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

## INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndungidi.

## ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Chef de service : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré  
Commercial Brazzaville : Rodrigue

## Ongagna

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto  
Diffusion de Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani  
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.  
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelélé Ngon

## TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

## INTENDANCE

Assistante : Sylvia Adhhas

## DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo

## IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

## INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

## LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphane Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

## GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /  
Tél. : (+242) 05 532.01.09  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## ESPACE OHADA

## Publication d'une nouvelle Plaquette Système comptable

**La nouvelle Plaquette Système comptable Ohada (Syscohada) qui vient d'être publiée, comporte la liste des comptes, les nouveaux formats des états financiers et les tableaux de correspondance postes et comptes des entreprises. Recommandé lors de la dernière session du Conseil des ministres de l'Ohada tenue fin janvier 2017, à Brazzaville, cet outil comptable est destiné aux entreprises de l'espace Ohada.**

La 43<sup>e</sup> session du Conseil des ministres des Finances et de la Justice des 17 Etats membres de l'Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires (Ohada) a marqué un tournant dans la gestion comptable des entreprises au sein de cette espace.

Les Etats membres sont dotés d'un référentiel comptable IFRS (International financial reporting standards); le Conseil des ministres a alors confié au Cabinet SGF la charge de concevoir une Plaquette Syscohada, contenant des comptes annuels, un détail des comptes et une liasse fiscale. La Plaquette permet de présenter les comptes de façon soignée avec des en-têtes, un sommaire, des intercalaires.

Cet ouvrage d'environ 135



Les ministres des États membres réunis à Brazzaville(DR)

pages disponible depuis le 5 avril 2017, est un outil idéal pour regrouper des comptes en un seul document avant une assemblée ou pour tout autre lecteur des comptes. Si un diri-

geant social est dans l'obligation de réaliser une annexe comptable, la Plaquette peut lui permettre d'insérer et de calculer les différents tableaux annexes. Les normes comptables IFRS mises en place en 2005 par le bu-

naux ; de nombreuses sociétés disposent de filiales à l'étranger et doivent déterminer un résultat consolidé.

Les organisations et entreprises de l'espace Ohada sont invitées à s'adapter aux nouvelles

individuels en normes Syscohada ou selon le référentiel comptable spécifique à leurs activités, des états financiers en IFRS afin de garantir la qualité et la comparabilité des données produites », insistait les ministres des 17 Etats membres dans leur communiqué final.

Notons que cette innovation repose sur un certain nombre de principes, à savoir l'approche bilancielle, avec une priorité du bilan sur le compte de résultat ; la primauté de la substance sur la forme ; le principe de neutralité et de prudence ; la valorisation à la juste valeur des actifs et des passifs ; la priorité accordée à la vision de l'investisseur...

L'espace Ohada regroupe le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun, la Centrafrique, les Comores, le Congo, la Côte d'Ivoire, le Gabon, la Guinée, la Guinée Bissau, la Guinée Equatoriale, le Mali, le Niger, la RD. Congo, le Sénégal, le Tchad et le Togo.

Fiacre Kombo

## FISCALITÉ

## Les propriétaires terriens bientôt assujettis au paiement d'impôt

**Dans les tout prochains jours, tout Congolais possédant un terrain nu ou construit sera appelé à payer une taxe de propriété chaque année au Trésor public. La Direction générale des impôts et des domaines mènera d'ici peu, une campagne en vue de recenser toutes les propriétés bâties et non bâties sur le territoire national.**

Il s'agit des maisons, des boutiques, des hangars et des usines à l'exception de celles qui sont exonérées. « La valeur du point affectée aux paramètres de détermination de la valeur cadastrale des propriétés bâties est fixée à 5000 FCFA », indique un document sur le code général des impôts tome I. Seront exemptés de façon permanente par cet impôt, les immeubles appartenant à l'Etat, aux collectivités décentralisées, aux organismes internationaux, les immeubles appartenant aux chambres de commerce, à condition d'être improductifs de revenus. A cela s'ajoutent les bâtiments à usage agricole etc.

Les constructions nouvelles, les édifices scolaires, sportifs, humanitaires ou sociaux, celles affectées à l'exercice public du culte ainsi que des bâtiments servant aux exploitations rurales telles les granges, hangars, écuries, greniers, bénéficieront, quant à eux, des exemptions temporaires.

S'agissant des propriétés non bâties, les exemptions temporaires seront accordées aux terrains situés en dehors des centres urbains. Par exemple, six ans pour les terrains utilisés pour l'élevage de gros bétail et 10 ans pour un terrain comportant des plantations d'hévéa ou de palmier à huile.

Notons que cet impôt sera perçu au profit des budgets des collectivités décentralisées à savoir les départements et les communes. D'après la loi en vigueur, le produit des taxes et impôts locaux sera réparti comme suit : 85% au profit des budgets des collectivités décentralisées concernées ; 10% à l'administration chargée de l'assiette, de la liquidation et de l'émission des titres de perception desdites taxes et impôts. Des chambres de commerce et organisations de professions non commerçantes légalement instituées auront quant à elles 5%. Pour des besoins d'efficacité, la campagne sera menée d'abord dans les deux principales villes du pays, Brazzaville et Pointe-Noire, avant de se poursuivre dans d'autres départements, a-t-on appris.

Lopelle Mboussa Gassia

## CONGO-CHINE

## Un protocole d'accord pour la réhabilitation du CFCO et la construction de près de 1800km de nouvelles lignes

**La République du Congo et la République populaire de Chine ont conclu, le 12 avril à Brazzaville, un protocole d'accord sur la réhabilitation du Chemin de fer Congo océan (CFCO) et la construction de près de 1800km de nouvelles lignes ferroviaires au Congo.**

Les documents ont été paraphés par le ministre des Transports, de l'aviation civile et de la marine marchande Gilbert Mokoki et M. Zhang Zhichen, représentant de la société China civil engineering construction corporation (CCECC).

Ce protocole d'accord prévoit la réhabilitation des



lignes ferroviaires existantes, notamment les lignes Pointe-Noire/Brazzaville (510km) et Mont-Bello/Mbinda (285km), soit une longueur totale de 886km.

Au titre de nouvelles lignes, il est prévu la construction des lignes Pointe-Noire (Tie-Tie)/Oyo (631km), Lékana/Sembé (330km), Ouesso/Garabinzam (340km), Lékana/Brazzaville (386km), Komono/Mosendjo (80km), soit une longueur de 1767km.

La CCECC s'engage à travers ce protocole d'accord à envoyer ses experts au Congo pour réali-

ser des investigations et des études de faisabilité du projet. Elle fournira également ses services au Congo en matière d'engineering et de construction ferroviaire.

De son côté, le ministère en charge des transports s'engage à collaborer avec la CCECC pour une durée de 18 mois sur le projet de réhabilitation et de construction des voies ferrées. Il est aussi appelé à faciliter et assurer toutes les conditions optimales nécessaires à l'achèvement de ce projet si les engagements de la CCECC sont respectés, selon ce protocole.

Les deux parties contractantes ont convenu qu'après les études préliminaires devant aboutir à l'évaluation des coûts des projets, des négociations seront entamées pour définir les conditions de réalisation des travaux en vue de la signature d'un marché.

Le CFCO joue un rôle important dans le développement économique du Congo. Avant la construction de la route nationale n°1 reliant Pointe-Noire à Brazzaville, il était considéré comme l'épine dorsale de l'éco-

nomie congolaise.

La signature de ce protocole marque une étape cruciale dans le processus de recherche des voies et moyens susceptibles de faire retrouver au CFCO ses lettres de noblesse.

Entreprise publique de Chine, la CCECC a déjà réalisé plusieurs projets de construction des lignes ferroviaires en Afrique. À titre d'illustration, l'on peut énumérer le chemin de fer Tanzanie-Zambie, dénommé Tanzara ; le tramway de Lagos et Abuja au Nigeria, ainsi que des lignes ferroviaires en Algérie.

Christian Brice Elion

## APPEL DE CANDIDATURE

Envoyer les candidatures à : [adrpointenoire@hotmail.com](mailto:adrpointenoire@hotmail.com) – insérer dans l'objet l'intitulé du poste auquel postuler

Lieu : Pointe Noire (République du Congo)  
Une société privée de droit congolais, opérant dans le secteur industriel recrute des agents pour le développement de ses activités. Tous les candidats doivent avoir des connaissances en langue Anglaise et en Informatique.

### 01 CHEF DEPARTEMENT COMMERCIAL

Capacité requises :  
Identifier des industriels qui peuvent devenir Clients de la société et susciter en eux le besoin d'établir des relations commerciales directes avec la Société  
Préparer les négociations de contrats de vente ou d'autres services que la société peut rendre.  
Entretenir les relations avec les clients Tenir à jour le fichier des contrats clients et le fichier du portefeuille clients Assurer la facturation régulière des Clients et des encaissements Présenter les Rapports mensuels Qualifications et expériences requises.  
Etre titulaire d'un diplôme supérieur en gestion commerciale, Management ou ingénieur en électricité  
Avoir une expérience de plusieurs années dans le domaine Commercial, de la gestion des contrats avec les clients industriels et de la vente de l'électricité

### 02 AGENT CHARGE DES RELATIONS AVEC LA TUTELLE ET LES PARTENAIRES POUR LE DEVELOPPEMENT D'UN PROJET INDUSTRIEL

Capacité requises :  
Gérer les relations avec les Institutions de l'Etat et ses démembrés, les Sociétés partenaires et les Communautés et autorités locales .  
Préparer et organiser des réunions du Comité de Suivi du Projet; ainsi que le suivi de la mise en œuvre des différentes recommandations relatives au Projet; Présentation de Rapports mensuel Qualifications & Expérience requises :  
Avoir une formation supérieure de BAC +5 ou un Diplôme d'ingénieur,  
Avoir une expérience de 3 ans minimum dans le domaine du droit des affaires ou dans l'animation des organisations non gouvernementales.  
Compétences requises:  
Posséder les connaissances techniques nécessaires à l'exercice de son métier.  
Posséder les capacités d'analyse, de synthèse, de proposition, d'innovation, d'adaptation au changement, de décision, d'organisation, de recherche, de motivation et de développement.

### 03 DIRECTEUR RESSOURCES HUMAINES ET SYSTEMES INFORMATIQUES

Capacité requises :  
Organiser, mettre en œuvre et contrôler la politique ressources humaines (RH)  
Harmoniser et formaliser les processus RH (recrutement, mobilité, entretiens annuels, formation). Mettre en place le system du contrôle interne et de la maîtrise de l'activité RH.  
Mettre en place la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences Assurer la coordination de l'administration et la gestion des ressources humaines notamment en matière de recrutement Organisation du processus d'accueil des nouveaux salariés Vérifier la conformité légale des organisations de travail  
Superviser les activités médico-sociales, des services généraux, de l'informatique et communications de la société.  
Conseiller la direction dans le domaine RH en faisant des propositions  
Veiller sur le climat social et des conditions de travail  
Suivre les documents d'évaluation des risques en équipe avec le HSE  
Suivre les relations avec les médecins du travail  
Superviser les relations sociales, l'administration, la gestion du personnel, la formation, la communication interne, le management social,

Élaborer, négocier et suivre les accords d'entreprise .  
Assurer la mission de conseil, de négociation avec les représentants du Personnel et le Syndicat, gère s'il y a lieu les conflits individuels et collectifs  
Cordonner l'action des Départements et Service sous sa tutelle, Administration, Service informatique et télécommunication, et services généraux.  
Assurer le rôle de représentation de la société auprès des administrations professionnelles, publiques et privées telles que ONEMO, TRAVAIL, CNSS, CRF, TRESOR PUBLIC, Etc.

Mettre en place la politique de rémunération et gère à cet effet les activités relatives à la paie, Promouvoir culture de l'entreprise, gère les ressources financières et matérielles de la Direction, S'acquitter de toutes autres tâches qui pourraient lui être confiées dans le cadre des finalités du poste. Qualifications & Expérience requises :  
Avoir une expérience professionnelle de cinq (05) ans minimum dans le domaine administratif et dans des fonctions d'encadrement d'un service RH au sein d'une société opérant dans le secteur de l'Energie.  
Avoir une formation supérieure de BAC +5 ou un diplôme équivalent.  
Compétences requises:  
Posséder les connaissances techniques nécessaires à l'exercice de son métier.  
Posséder les capacités d'analyse, de synthèse, de proposition, d'innovation, d'adaptation au changement, de décision, d'organisation, de recherche, de motivation et de développement.  
Posséder la capacité d'écoute, de diplomatie, de communication et d'importantes capacités de management.

### 04 GESTIONNAIRE DE CONTRAT DE SERVICE O&M

Capacité requises :  
Assurer le pilotage du contrat de service Définir les indicateurs et veiller à garantir les niveaux de services contractualisés Participer et s'engager dans l'élaboration du contrat de services  
Veiller à la prise en compte impactant le contrat de services tout au long de son cycle de vie  
Etre responsable de l'élaboration des plans de progrès et formuler les plans d'actions S'assurer de l'impact de tout changement sur le niveau de service, particulièrement sur les engagements et sur les accords opérationnels (interne et sous-traitance)  
Analyser et évaluer les résultats des indicateurs de performance et proposer des plans d'action  
Assurer le reporting et suivre le budget du contrat de service Piloter la contractualisation des contrats de sous-traitance Qualifications & Expérience requises :  
Avoir un Diplôme d'ingénieur électricien ou électrotechnique (formation BAC+5).  
Avoir une expérience professionnelle de cinq (05) ans minimum intégrant :  
les mécanismes budgétaires, le contrôle de gestion, les négociations en situation de conflit, la gestion des situations de crise,  
Compétences requises:  
Posséder les connaissances techniques nécessaires utiles à l'exercice de son métier.  
Maîtriser la langue anglaise.  
Savoir mettre en œuvre des procédures de gestion du service  
Pouvoir détecter et analyser les nouveaux besoins  
Etre capable de rédiger le contrat de services  
Savoir négocier avec l'ensemble des acteurs du contrat de service

### 05 INGENIEUR EN GENIE CIVIL

Fournir une expertise en génie civil dans le cadre du développement du projet (de la conception à la mise en service y compris les études de conception des entrepreneurs) s'assurant que les ouvrages de génie civil respecte les normes techniques requises  
Tâches et responsabilités principales:  
Coordination du Survey géotechnique et

géophysique  
Identification et adoption des normes correctes de génie civil / construction selon des procédures de la société, des normes locales et de la législation (particulièrement sur la sécurité, la pollution, HSEQ...)  
Élaboration des caractéristiques techniques et contractuelles pour les constructions, les infrastructures et les travaux de génie civil  
Révision du génie civil (conception de la construction et des installations ; champ de yard)  
Assistance du chef de projet dans l'exécution et la planification (programme, coût et conformité de travail selon des caractéristiques de projet) fournissant le support technique aux entrepreneurs civils de travaux  
Qualifications & Expérience requises :  
Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie civil  
Avoir 3 ans d'expérience en génie civil dans un environnement industriel  
Compétences requises:  
Connaissance des spécifications techniques et des offres  
Maîtrise du processus organisationnel : organisation de l'entreprise, Méthodologie et techniques de qualification des fournisseurs, Développement et diffusion feed-back, Audit technique et Revue de conception, Gestion de la documentation, Gestion du site

Utilisation des supports légaux : Normes ISO, QHSE, Exigences techniques standard, Normes et codes locaux / nationaux et internationaux  
Connaissance de la conception des installations: Fondations civiles et structures  
Connaissance de la construction et installation: Construction du site, Inspection, Connaissance du système de contrôle, Inspection, Contrôle et Techniques d'essai.

### 06 ELECTRICIEN

Accompagner la Conception d'équipements électriques – suivre le diagramme en ligne Soutenir l'ingénieur de processus dans la conception de l'équipement (préparation de la fiche technique) et définir la philosophie de contrôle  
Suivre l'observation des normes et travaux du sous-traitant du fournisseur.  
S'assurer que les normes, les procédures et les horaires sont respectés.  
Résoudre et répondre aux questions techniques, contacter la Division Technique, la conception pour l'optimisation de l'équipement  
Tâches et responsabilités principales:  
Contrôler la qualité de fabrication et le respect des normes.  
Gérer les aspects électriques des travaux et programmes à exécuter. Interagir avec d'autres départements dans le cadre du projet Aider à la préparation technique des réponses à la proposition de modification par le contractant  
Qualifications & Expérience requises :  
Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie électrique  
Avoir au moins 3 ans d'expérience en ingénierie, conception détaillée, livraison et exploitation. Une expérience antérieure dans un projet complexe majeur est bénéfique  
Compétences requises:  
Bonne connaissance et compréhension des codes et normes internationaux et locaux  
Capacité de lire, écrire, comprendre, interpréter et expliquer les informations techniques Bonne communication et relations interpersonnelles  
Avoir une approche proactive du processus décisionnel

### 07 MECANICIEN

Fournir une expertise en ingénierie mécanique, avec des connaissances spécifiques sur les équipements sous pression, les échangeurs de chaleur, les machines tournantes et les équipements de feu.  
Soutenir l'ingénieur de processus et le projet de programme à travers toutes les phases d'ingénierie en particulier la conception

détaillée, la mise en service et la construction. Accompagner la réalisation de l'intégrité du design des installations.  
Concevoir la disposition de l'équipement - Assurer l'acceptation des installations.  
Préparer les fiches techniques de l'équipement et l'esquisse des tuyauteries Tâches et responsabilités principales:  
Superviser et diriger l'Entrepreneur de détail d'ingénierie pendant l'exécution des activités de conception, d'approvisionnement et de construction, en s'assurant de la qualité des travaux selon les conditions du contrat.  
Apporter une contribution technique, en accord avec les exigences du projet, aux études techniques et à la Base de conception pour les installations de production et de traitement sur le terrain du Programme expérimental.  
Assurer un transfert harmonieux et efficace des données et des informations dans le Projet entre les Entrepreneurs et entre l'Entrepreneur et l'entreprise.  
Agir en tant qu'autorité technique finale sur les questions mécaniques pour le Projet, répondre à la demande, point focal pour la question technique complexe.  
Évaluer les capacités et les limites des entrepreneurs en conception de détails et les incorporer dans la planification du développement et les processus d'atténuation des risques  
Qualifications & Expérience requises :  
Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur en génie mécanique  
Avoir au moins 3 ans d'expérience en ingénierie, conception détaillée, livraison et exploitation. Une expérience antérieure dans un projet complexe majeur est bénéfique  
Compétences requises:  
Bonne connaissance et compréhension des codes et normes internationaux et locaux Une solide connaissance pratique des codes ASME et des appareils sous pression. Capacité de lire, écrire, comprendre, interpréter et expliquer les informations techniques Bonne communication et relations interpersonnelles  
Avoir une approche proactive du processus décisionnel

### 08 INSTRUMENTISTE

Accompagner la Conception d'équipements – suivre le diagramme en ligne  
Soutenir l'ingénieur de processus dans la conception de l'équipement (préparation de la fiche technique) et définir la philosophie de contrôle  
Suivre l'observation des normes et travaux du sous-traitant du fournisseur. S'assurer que les normes, les procédures et les horaires sont respectés.  
Résoudre et répondre aux questions techniques, contacter la Division Technique, la conception pour l'optimisation de l'équipement  
Tâches et responsabilités principales:  
Le postulant au poste est responsable des opérations suivantes : Contrôler la qualité de fabrication et le respect des normes.  
Gérer les aspects liés à l'Instrumentation des travaux et programmes à exécuter.  
Interagir avec d'autres départements dans le cadre du projet d'expansion.  
Aider à la préparation technique des réponses à la proposition de modification par le contractant  
Qualifications & Expérience requises :  
Etre titulaire d'un diplôme d'ingénieur instrumentation  
Avoir au moins 3 ans d'expérience en ingénierie, conception détaillée, livraison et exploitation. Une expérience antérieure dans un projet complexe majeur est bénéfique  
Compétences requises:  
Bonne connaissance et compréhension des codes et normes internationaux et locaux  
Capacité de lire, écrire, comprendre, interpréter et expliquer les informations techniques

## SANTÉ PUBLIQUE

# Le Conseil supérieur islamique du Congo lance la 6<sup>e</sup> édition des soins et interventions oculaires

**La campagne gratuite lancée le 12 avril au siège du Conseil supérieur islamique du Congo (CSIC) par la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité, Antoinette Dinga Dzondo, est ouverte à toute personne vivant sur le territoire congolais**

La 6<sup>e</sup> édition des soins et interventions oculaires se déroulera jusqu'au 18 avril prochain. L'enregistrement des patients se fait au siège du CSIC, situé dans la rue Paul Okamba, dans le 3<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, Poto-Poto. L'hôpital de référence de Talangai, dans le 6<sup>e</sup> arrondissement est, quant à lui, retenu pour les interventions chirurgicales de cette opération menée en partenariat avec la Fondation Albassar. Selon le président du CSIC, El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka, près de 3000 personnes ont été inscrites dès les premières heures du lancement. Faisant le point des cinq précédentes éditions, il a rappelé que plus de 10 800 patients

avaient été soignés. « Depuis que nous faisons nos opérations, nous n'avons jamais connu d'incidents malheureux, ceci grâce en partie à

nous doit apporter sa pierre à l'édifice parce qu'au lieu d'aller payer 400 000 FCFA à 1 000 000 FCFA, on vous donne cela gratuitement, nous ne pouvons que

sident de la République en vue d'accompagner le gouvernement. C'est ainsi qu'il a demandé aux autres services de l'Etat de leur faciliter la tâche comme l'ont fait

qui sont en train de faire des opérations à Kinshasa vont traverser cet après-midi. Il y a plein de produits stockés ici. Donner l'information aux autres, il n'y a pas de corruption ici, tout est gratuit, il faut être vigilant parce que la corruption est ancrée dans la société congolaise », a-t-il prévenu.

Lançant les activités relatives à cette campagne, la ministre des Affaires sociales, de l'action humanitaire et de la solidarité s'est félicitée des actions menées par le CSIC en faveur des populations vulnérables surtout en cette période où le pays traverse une situation économique difficile. « C'est une bonne nouvelle pour tous les malades souffrant des problèmes d'yeux. Accompagnez le Conseil islamique dans vos prières afin qu'il puisse chercher d'autres partenaires et moyens pour vous aider en partenariat avec le gouvernement », a-t-elle souhaité.

**Parfait Wilfried Douniama**



L'enregistrement des patients au siège du CSIC ; crédit photo Adiac

la technicité de nos compagnons qui viennent nous aider. Ce que nous faisons c'est pour aider l'Etat congolais, chacun de

glorifier Dieu », a déclaré El Hadj Djibril Abdoulaye Bopaka. Selon lui, cette campagne est une réponse du CSIC à l'appel du pré-

certain d'entre eux dont le ministère de la Santé et de la population qui a mis à leur disposition l'hôpital de Talangai. « Nos frères

## Des documents d'orientations de la centrale d'achat en examen

**La ministre de la Santé et de la population, Jacqueline Lydia Mikolo, a ouvert le 10 avril, un atelier de consensus de la Centrale d'achat des médicaments essentiels et des produits de santé (CAMEPS) dans la salle de conférence du ministère de la Justice à Brazzaville.**

La ministre a défini dans son allocution, la centrale d'achat ; donné sa mission et le rôle de celle-ci. La centrale d'achat est un établissement public à caractère industriel et commercial doté de personnalité morale et d'autonomie financière.

Elle a pour mission d'approvisionner les formations sanitaires publiques et privées à but lucratif ou non. La CAMEPS participe au service de santé public et privé en médicaments et autres produits de santé de qualité et à moindre coût conformément à la politique pharmaceutique nationale a-t-elle poursuivi.

Jacqueline Lydia Mikolo a indiqué que cette centrale doit acquérir, stocker et distribuer les médicaments selon les normes internationales contenues dans la liste nationale des médicaments essentiels et nécessaires à la prise en charge des maladies courantes au Congo.

Elle a été créée en remplacement de la Comeg et ouvrira ses portes au courant du 2<sup>e</sup> trimestre de l'année en cours. A cet effet, un comité ad hoc a été mis en place afin de préparer cette ouverture. Le travail se fait avec l'appui des partenaires techniques et financiers du ministère : Organisation mondiale de la santé (OMS) ; Fonds des Nations unies pour la population ; Coopération française ; l'Union européenne et la Banque mondiale. La représentante de l'OMS au Congo, Fatoumata Tidiane Binta Diallo, a exprimé la gratitude des partenaires au ministère de la Santé pour les avoir impliqués dans toutes les étapes du processus de mise en place de la Cameps. « Nous apprécions à juste valeur notre volonté de raffermir la collaboration entre le ministère et les différents partenaires dans la recherche des solutions viables. Nous vous assurons de notre appui technique nécessaire pour une centrale d'achat », a-t-elle indiqué.

Elle a, en outre sollicité une attention particulière du ministère en matière de financement et de médicament. « L'approvisionnement en médicament essentiel de qualité demeure un défi pour les partenaires dans la région africaine. L'OMS soutient essentiellement la mise en place du Cameps et recommande une véritable autonomie pour que la centrale d'achat soit garantie afin de pérenniser le système d'approvisionnement. Il s'agit d'une autonomie technique en rapport avec le processus particulier pour la mise en œuvre de l'acquisition des médicaments par les fournisseurs conformément aux besoins actifs des parties pharmaceutiques », a-t-elle dit.

Notons que pendant deux jours, les discussions porteront sur l'état de mise en œuvre de la feuille de route pour l'opérationnalisation de la centrale d'achat ; le bilan de liquidation de la Comeg ; les achats et le passif de la Comeg ; les acquis techniques ; le schéma national d'approvisionnement ; le besoin essentiel pour le démarrage de la Cameps.

**Lydie Gisèle Oko**

## Plus de 2000 personnes consultées gratuitement à Ouenzé

**Organisée du 31 mars au 8 avril au lycée de la Révolution à Ouenzé, la campagne de consultation médicale gratuite, initiée par le conseiller municipal et départemental de Brazzaville, Juste Désiré Mondelé, a été bénéfique pour de nombreux patients qui se sont présentés.**

semaine. « Il fallait tout organiser pour que tout le monde soit reçu mais, malheureusement nous ne pouvons pas recevoir tout le monde. Le bilan c'est aussi reconnaître le professionnalisme des médecins bénévoles, qui ont pris de leur temps libre, pour revenir ici tous les jours avec abnégation, du courage, un bon sens

nous savions que sur ce site qui est plus ou moins le carrefour entre Talangai, Poto-Poto, il était évident que de bouche-à-oreille, des patients pouvaient venir d'autres arrondissements. Nous avons reçu des patients venus de Baongo, Diata et d'autres quartiers. C'est une première édition, nous allons améliorer les performances prochainement et peut-être changer de site pour mieux être dans un lieu un peu à cheval du centre-ville pour accueillir les autres habitants de la capitale », espère-t-il.

Le conseiller spécial, chef du département politique du président de la République n'a, par ailleurs, pas caché sa fierté de retrouver les habitants de Ouenzé pendant dix jours et cela cinq ans après le 4 mars. « Le peuple de Ouenzé s'est retrouvé ici dans la discipline, il a recouvré son dynamisme d'antan, la vie en famille, c'était assez beau de voir 200, 300 personnes en train d'attendre, il n'y a pas eu de bousculade, c'était la belle ambiance », a-t-il conclu.

Du côté des bénéficiaires, l'émotion reste perceptible : « Le conseiller Juste Mondelé a organisé ces consultations médicales gratuites dans le but d'aider les parents qui n'ont pas des moyens financiers pour aller dans les grands centres hospitaliers. Nous le félicitons pour cette initiative. Je suis venu constater comment cette opération s'exécute. Je suis ravi parce que tout se passe bien et j'en ai profité pour vérifier ma tension et ma glycémie », a laissé entendre un habitant.

**P.W.D.**



Juste Désiré Mondelé à la clôture de la campagne ; crédit photo Adiac

Visant à recevoir les habitants du 5<sup>e</sup> arrondissement de Brazzaville, cette campagne médicale a permis de dépister plusieurs maladies dont le paludisme, le diabète ainsi que la prise de la tension artérielle de certains patients. Faisant le bilan de cette première édition, le secrétaire général du Club 2002, Parti pour l'unité et la République (PUR), Juste Désiré Mondelé, a indiqué que l'affluence était au rendez-vous puisque près de 200 patients ont été reçus par jour pendant cette

et patriotisme. Nous avons donc donné tant soit peu le sourire à ce peuple de Ouenzé qui en avait besoin », s'est réjoui l'organisateur. Il a également rappelé que l'équipe médicale était composée d'un personnel bénévole, qui avait déjà travaillé dans ce quartier en 2012 après les explosions meurtrières du 4 mars. En effet, destinée aux populations de Ouenzé, cette campagne a reçu des patients venus d'autres arrondissements de Brazzaville. « Nous nous y attendons,

## UNIVERSITÉ MARIEN-NGOUABI

## Lancement de la plateforme Vita Académie

Le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, a procédé, le samedi 8 avril à Brazzaville, au lancement de la plateforme de e-Learning Vita Académie dédiée aux jeunes étudiants. Il comprend les cours des classes du primaire au secondaire, jusqu'aux matières de l'enseignement supérieur. Le public pourra désormais s'informer sur les activités de cette plateforme au moyen du site : [contact@vitaacademie.com](mailto:contact@vitaacademie.com).

En effet, le e-learning, qui veut dire apprentissage en ligne (ou cours en ligne en fonction) est une méthode d'apprentissage par des moyens électroniques et technologiques. Les avantages d'une telle approche sont nombreux, on peut citer : l'accès du contenu de formation à un large panel d'étudiants, tout le monde peut accéder à la plateforme, il n'y a pas de restriction prévue contrairement à une salle de classe où le nombre de places est limité ; l'accès constant et sans discontinu du contenu des cours, en effet les cours sont disponibles 24h/24 et 7j/7 grâce à Internet ; flexibilité dans l'apprentissage, l'élève choisit les cours qu'il veut suivre et le moment interaction avec des professeurs bénévoles, capables d'orienter les élèves.

L'objectif du concepteur Kube Technologies est plutôt d'apporter une offre complémentaire aux jeunes élèves qui ne se retrouvent pas toujours dans le système éducatif du pays. Cette plateforme peut donc servir de cours de répétition pour ces élèves, qui de peur d'être raillés par leurs camarades, ont souvent du mal à poser des questions en classe, ou à demander des précisions à leur enseignant. À travers la participation de professeurs, à la manière des réseaux sociaux dont ils sont friands, cette plateforme permet à l'élève et au professeur de discuter en ligne à travers un chat en toute confidentialité. Kube Technologies ambitionne ainsi d'accompagner ces élèves en ligne, de répondre à leurs questions et de les aider à surmonter leurs difficultés, pour réduire le taux d'échec scolaire et augmenter le niveau d'apprentissage au Congo. « Il faut que le numérique soit reconnu comme étant le meilleur levier pour y parvenir. Cet environnement numérique impose un certain nombre de choix urgents ; quelques-uns sont en cours ; d'autres doivent être construits rapidement. Sans eux, il n'y a pas de numérique sans infrastructures appropriées », a précisé Bruno Jean Richard Itoua dans son allocution d'ouverture.

Dans son mot d'usage à la faveur de ce lancement, le directeur général de Kube Technologies, Roger Aimar Andely, a dressé un tableau flatteur de cet outil qui a été conçu et développé de bout en bout par des jeunes congolais et rien que par des Congolais, volontaires et déterminés à apporter leur pierre à l'édifice de l'œuvre de notre pays qui, dira-t-il « au bout de 6 mois, nous servira de tests concluants ; nous savions que notre solution était prête à entrer dans sa phase finale : qui est la phase de production. C'est ainsi que nous avons décidé de vous dévoiler l'outil qui, à notre sens, permettra à nos jeunes étudiants d'obtenir de résultats plus probants dans leurs études ».

L'informatique, rappelons-le, a pour but de solutionner et d'automatiser les besoins des personnes, c'est dans cet esprit que Kube Technologies entend servir d'incubateur à des projets, en vue de construire une vraie offre de contenu local en matière de NTIC au Congo. Leur vision est d'accompagner les idées de jeunes congolais en quête d'apprentissage et de connaissances, à travers le triptyque « écoute, orientation et encadrement. »

Étaient aussi présents à cette cérémonie le recteur de l'UMNG, Jean Rosaire Ibara et les deux vice-recteurs, Paul Louzolo Kimbembé et Jean Maurille Ouamba.

Guillaume Ondzé

## Les étudiants initiés aux outils d'aide à la recherche d'emploi et de stage

Un séminaire de formation des étudiants diplômés et/ou en fin de cycle sur l'apport des Techniques Marketing consacrée à l'imprégnation des méthodes pédagogiques appliquées dans ce domaine s'est tenu le vendredi 7 avril dans l'amphithéâtre 1600

Organisée par l'Université Marien-Ngouabi, en collaboration avec le Cabinet Lucky Consulting, cette rencontre avait pour objet d'accompagner et d'insérer socio-professionnellement les étudiants diplômés et/ou en fin de cycle vers le marché de l'emploi par le développement de nouveaux outils de recherche d'emploi et de stage. Objectifs opérationnels : construire un curriculum vitae professionnel ; élaborer une lettre de motivation ; identifier les marchés cibles ; et enfin, élaborer un projet professionnel.

Cet accompagnement devait, en outre, apporter à l'étudiant une meilleure connaissance de soi-même, de ses compétences et atouts profes-

sionnels ; la validation de ses outils de recherche d'emploi, en adéquation avec son projet professionnel ; une meilleure maîtrise et une plus grande aisance orale en entretien d'embauche ; un gain de temps dans sa recherche d'emploi par un ciblage plus affûté de ses démarches professionnelles. En fonction des compétences visées par cette formation, la méthode pédagogique appliquée était de quadruple nature : expositive pour la présentation des notions théoriques ; participative pour leur appropriation ; active pour leur application au contexte professionnel et démonstrative par la visualisation des vidéos et par des jeux de simulation. Par ailleurs, au cours de cette rencontre, le plus important était de susciter la participation active de tous afin de tirer le maximum des avis de chacun par rapport à ce programme en le situant face à l'évolution technologique et aux exigences de qualité de créativité et d'innovation. C'est devant les étudiants et les chefs d'établissements de l'UMNG que les

experts du Cabinet Lucky Consulting ont présenté l'apport des techniques d'emploi, sous plusieurs thématiques dont la substance commune gravite autour des éléments fondamentaux comme NTIC et employabilité. « L'innovation ou l'automatisation ne signifie pas toujours suppression de poste. Engagement = motivation multipliée par la compétence et le contexte, etc. », a reconnu l'un des animateurs, Théophile Samba. « L'auto emploi = anticipation - rationalité - rentabilité - sécurité/ stabilité. L'auto emploi c'est la transformation de la richesse personnelle en une offre de produit ou service sur un marché », a-t-il insisté.

Signalons que la cérémonie d'ouverture était présidée par le vice-recteur chargé de la recherche et de la coopération, le professeur Paul Louzolo Kimbembé, en présence du directeur de développement et des projets Eco-Oil Energie SA, Eric Raulet, et de la directrice des relations avec le monde du travail à l'UMNG.

G.O.

## Le collège intersyndical observe trois journées dites « Université morte »

Le Syndicat national des enseignants du supérieur (Synesup), le Syndicat national de l'université (Synalu) et le Syndicat du personnel non-enseignant du supérieur (Synepes) sont les trois mouvements syndicaux de l'Université Marien-Ngouabi (UMNG) qui observent à compter, du 12 avril à Brazzaville, trois journées dites « Université morte » pour marquer leurs indignations.

Cette décision a été prise à l'issue des réunions consécutives tenues les, 05 et 11 avril 2017, au siège du Synesup, principale organisation des travailleurs de l'Université Marien-Ngouabi.

Les enseignants ont donné mandat au collège intersyndical de négocier

avec la tutelle jusqu'au 11 avril. En cas de non succès des pourparlers avec le gouvernement, ils déclencheront trois journées dites « Université morte » le 12, 13 et 14 avril.

Ce collège souligne que le mobile de leur mécontentement est principalement la simultanéité du paiement des salaires des agents de l'UMNG avec ceux des fonctionnaires.

Et pourtant, cet établissement d'enseignement supérieur est, en effet, une institution qui jouit d'une autonomie de gestion financière, à l'instar du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville.

Les enseignants de l'UMNG revendiquent le paiement des heures complémentaires et supplémentaires ; le paiement des primes d'encadrement et de surveillance des devoirs, des examens, de thèses et mémoires dont les impayés ont atteints, selon les grévistes, des montants farami-

neux. Ils appellent ainsi le ministre de l'Enseignement supérieur, Bruno Jean Richard Itoua, à débloquent cette situation.

Dans leur déclaration, les membres de l'intersyndicale ont fustigé aussi le non-décaissement régulier du budget de fonctionnement de l'Université. Cette inobservation a pour conséquence la non-validation de l'année académique 2015-2016 et du 1er trimestre 2016-2017. Et pourtant, le budget 2017 de cette institution, adopté à plus de 43 milliards de FCFA, est en hausse de 25%, par rapport à celui de l'année dernière. Rappelons que le ministère de l'Enseignement supérieur fait partie des secteurs sociaux dont les budgets ne devraient pas être grattés à cause de la crise. Pour 2017, ce ministère bénéficie d'une enveloppe de plus de 75 milliards de francs CFA.

Fortuné Ibara

## TIC

## Plus de 80 apprenants formés en Informatique au CAMI

Le Centre d'application aux métiers de l'Informatique (Cami) a récemment organisé une séance d'émulation en vue de la remise officielle des attestations de fin de formation à 82 apprenants ayant suivi les cours de bureautique et d'anglais pendant environ trois mois.

Il s'est agi : en anglais, 9 présentés pour 2 attestés avec pour majorant Précieux Bikoyi ; en bureautique 1, 42 présentés pour 29 attestés avec comme majorants : Christian Raoul Biya, Idé Monanda, Martik Makita ; Edvin Ndoudi ; bureautique 2, 6 présents pour 2 attestés avec comme majorant, Régis Guillain Mekondongo. Des présents tels que : CD interactifs, supports de cours world 2010 ou cartes mémoires de 8 gigas ont été remis aux majorants.

Avant la remise des attestations, le coordonnateur de Cami, Arsène Vembé, a félicité les heureux récipiendaires pour le courage dont ils ont fait preuve en apprenant l'informatique pour certains et l'anglais pour les autres.

« De nos jours, les exigences du développement économique, l'évolution technologique et les effets de la

mondialisation obligent tout être humain de se former aux Nouvelles technologies de l'information et vous

venez d'emboîter le pas. Cependant la formation que vous avez reçue est un grand pas, car dans toute chose il

faut un début. C'est dans ce contexte que fort de nos compétences, de notre expérience, nous sommes très heureux de partager notre savoir-faire dans le domaine de la formation de base en informatique, reconnu dans le domaine des TIC », a-t-il déclaré.



Photo de famille (DR)

Arsène Vembé a rappelé aux apprenants que le Cami, est cet outil qu'il souhaite mettre à la disposition de tous les Congolais pour une formation rapide, facile et pratique. La présente promotion est l'une des rares que ce centre n'a jamais eue, car ces apprenants ont battu le record des majorants aux sessions précédentes. Impressionné par la qualité de la formation reçue, l'un des majorants a déclaré : « Nous remercions le centre Cami et particulièrement son coordonnateur pour cette formation. Pour les autres, nous vous encourageons pour que nous puissions encore continuer la deuxième partie, parce que le métier ne s'arrête jamais. Avec ce monde qui est en train d'évoluer, tout est informatisé. Certes, nous avons utilisé l'outil informatique, mais nous n'avons pas acquis la formation requise ainsi que l'attestation. C'est grâce au centre Cami que nous avons obtenu nos attestations ».

Bruno Okokana

**DÉFENSE**

## Les experts des finances renforcent leurs capacités

**Les experts du secteur, notamment les gestionnaires de crédits et des personnels en charge de la planification opérationnelle du ministère de la Défense nationale, ont entamé, le 10 avril à Brazzaville, un séminaire sur la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), sous le patronage du commissaire colonel, Yves Alain Eugène Mpara.**

Organisé par le ministère de la Défense nationale en collaboration avec l'Institut africain de perfectionnement et de renforcement des capacités (IPRC), ce séminaire, énième du genre, qui doit durer cinq jours, a pour but d'amener les participants à se familiariser avec les techniques et méthodes de cette nouvelle approche à travers les modules suivants : fondamentaux et étape méthodologique de la Gar ; cadre logique orienté vers les résultats ; suivi-accès sur les résultats et évaluation des résultats.

Les objectifs de ce séminaire sont de deux ordres : actualiser et consolider les connaissances de ceux des participants ayant pris part au séminaire organisé en juin 2011 sur la même thématique ; et permettre à la nouvelle frange de s'approprier les principes cardinaux d'une nouvelle approche de gestion qui vise une utilisation transparente et rationnelle des ressources allouées au ministère de la défense nationale pour l'atteinte des objectifs fixés.

« Je voudrais faire observer ici que ce séminaire entre dans le droit fil de l'exécution du programme d'activité de la direction générale de l'administration et des finances (DGAF) de l'année 2017 validé par le ministère de la Défense nationale », a déclaré dans son allocution d'ouverture le commissaire colonel, Yves Alain Eugène Mpara.

Rappel : le Gar a été introduit au Congo conformément aux directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (CEMAC), comme outil de transparence et d'efficacité. Le gouvernement de la République du Congo s'est engagé depuis quelques années dans un vaste programme de réforme de ses finances publiques. Ainsi, la loi des finances devra à terme comporter l'ensemble des programmes concourant à la réalisation des objectifs de développement économique, sociale et culturelle du Congo. Les travaux engagés en 2013 et 2014 avec l'appui d'Afitac et du Pnud ont permis de finaliser la structuration de la nouvelle maquette budgétaire de la République du Congo. Sur cette base, il s'agit de voir comment cette maquette va être mise en mouvement. La complexité d'interprétation et de compréhension de ce nouveau cadre nécessite une formation adaptée des gestionnaires de crédits et des personnels en charge de la planification opérationnelle du ministère de la Défense nationale. Par ailleurs, l'année 2015 a été celle de la mise en œuvre effective de la loi portant orientation et programmation de la modernisation de la force publique qui fait référence au concept développé par la Gestion Axée sur les Résultats (GAR) et les budgets programmes.

**Guillaume Ondzé**

**SANTÉ**

## Les cancers ont augmenté chez les enfants, estime l'OMS

**L'Organisation mondiale de la santé (OMS) relève dans une étude rendue publique mercredi, que la fréquence des cancers chez les enfants a été 13% plus élevée dans les années 2000 que dans les années 1980.**

Attribuant cette hausse à une meilleure détection mais aussi aux facteurs environnementaux, le texte note qu'entre 2001 et 2010, l'incidence des cancers chez les enfants de moins de 14 ans a été de 140 cas pour 1 million d'enfants par an. « Une partie de cette augmentation peut être due à une détection meilleure ou plus précoce de ces cancers », relève l'analyse.

Selon cette étude coordonnée par le Centre international de recherches contre le cancer (CIRC), l'agence spé-

cialisée de l'OMS, le cancer le plus répandu dans cette tranche d'âge est la leucémie (presque un tiers des cas), suivie par les tumeurs du système nerveux central (20%) et les lymphomes. Les auteurs du document sont parvenus à ce constat après avoir analysé environ 300.000 cas diagnostiqués dans 62 pays.

Pour ce qui est de l'augmentation de l'incidence des cancers pédiatriques, elle pourrait être influencée par « des facteurs extérieurs, tels que des infections ou certains polluants présents dans l'environnement », écrit l'agence de recherche.

S'agissant des adolescents de 15 à 19, l'étude signale que la fréquence des cancers est estimée à 185 cas pour 1 million de personnes chaque année. Le Lymphome est alors le plus fréquent

(23% des cas), devant les carcinomes et les mélanomes (cancers de la peau, 21%).

Les chiffres observés sont probablement encore sous-estimés, en particulier dans les pays à faible revenu, du fait de la sous-déclaration des cas de cancer, et du manque d'équipements de diagnostic, selon l'analyse.

Le directeur du CIRC, Christopher Wild, espère que les données de cette étude aideront « à sensibiliser, mieux comprendre et mieux combattre ce domaine négligé de la santé au début de la vie ». « Le cancer est une cause significative de décès chez les enfants et les adolescents, en dépit de son occurrence relativement rare avant l'âge de 20 ans », souligne-t-il.

**Nestor N'Gampoula**

**TERRORISME**

## De nombreux enfants victimes du conflit contre Boko Haram

**Un rapport du Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) rendu public le mercredi 12 avril déplore l'augmentation du nombre d'enfants utilisés par le groupe terroriste Boko Haram dans des attaques kamikazes, notamment dans la région du lac Tchad.**

« Le nombre d'enfants utilisés dans des attaques-suicides dans le conflit du lac Tchad s'élève à 27 au premier trimestre 2017, contre neuf à la même période l'an dernier (...). C'est la pire utilisation possible des enfants dans les conflits », déplore Marie-Pierre Poirier, directrice de l'Unicef pour l'Afrique de l'Ouest et du centre.

De 2014 jusqu'à ce jour, l'on estime à 117 le nombre d'enfants qui ont été utilisés pour commettre des attentats à la bombe

au Nigéria, Niger, Tchad et Cameroun. Hormis les enfants, des jeunes adolescents, mais aussi des femmes portant des nouveau-nés, se sont fait exploser sur ordre de Boko Haram.

Le gouvernement nigérian a annoncé lundi avoir libéré 600 personnes, dont 200 enfants, un geste d'espoir salué par les humanitaires qui encouragent une meilleure réintégration des villageois qui ont vécu sous le joug des combattants de Boko Haram. Le rapport de l'Unicef rendu public au moment où le Nigéria se prépare à commémorer le 3e anniversaire de l'enlèvement des lycéennes de Chibok, s'inquiète, par ailleurs, du nombre d'enfants détenus par les armées des quatre pays de la région du lac Tchad (Nigéria, Niger, Tchad, Cameroun). « En 2016, près de 1500 enfants étaient sous détention administrative », relève le

texte. Amnesty International avait déjà tiré la sonnette d'alarme l'année dernière sur ces conditions de détention « horribles ». En avril 2014, environ deux cents jeunes filles avaient été enlevées par le groupe djihadiste, soulevant une vague d'indignations à travers le monde. Les kidnappings en masse d'enfants, de femmes et d'hommes, dans les villages attaqués par le groupe islamiste sont particulièrement fréquents. Toutes ces personnes sont ensuite forcées à combattre aux côtés des insurgés. Au Nigéria, depuis l'arrivée au pouvoir de Muhammadu Buhari, le groupe djihadiste est déjà largement affaibli. Quant à l'ensemble du lac Tchad, il reste encore très instable alors que le conflit avec Boko Haram a déjà fait plus de 20 000 morts depuis 2009 et 2,6 millions de déplacés.

**N.N'G.**

**BRAZZA Express**

**VISION 4**

- Reportage
- Documentaire
- Breaking-News
- Votre Actualité

**24H/24**

**Canal 304 DU BOUQUET CANAL +**

**TNT CANAL+ AFRICA eutelsat TV+**

**Situé à l'immeuble EBATHA Rond-point La Coupole (Centre Ville)**

**CONTACTS: +242 22 613 40 55 - 05 631 38 49**

BONNE GOUVERNANCE

# Mo Ibrahim fustige « les complices de la corruption en Afrique »

**Le responsable de la fondation Mo Ibrahim s'est attaqué aux « complices » des dirigeants africains corrompus, dont des Français. L'homme d'affaires anglo-soudanais s'exprimait en marge du forum de sa fondation qui célébrait son dixième anniversaire du 6 au 9 avril à Marrakech, au Maroc.**

Des personnalités politiques du monde entier se réunissent chaque année pour le week-end de la fondation Mo Ibrahim afin d'identifier les enjeux politiques clés du continent. L'édition de cette année s'est tenue au Maroc, pays qui mène une vaste offensive

diplomatique en Afrique. Une initiative qui a été couronnée, en janvier dernier, par le retour du Royaume au sein de l'Union africaine. « Il faut se demander qui sont les complices de la corruption en Afrique, ces hommes d'affaires qui corrompent les leaders africains », a déclaré l'ancien magnat des télécommunications. « La France a introduit des lois anti-corruption, il y a soixante-dix ans. Mais combien de Français impliqués dans les affaires de corruption en Afrique sont passés devant les tribunaux ? Zéro. Les leaders africains se corrompent-ils seuls », ironise-t-il.

L'homme d'affaires a souhaité que la lumière soit faite sur l'argent de la corruption. « Nous ne voulons pas que la communauté internationale présente devant la justice les leaders africains corrompus, nous voulons savoir où va l'argent de la corruption », poursuit-il. Agé actuellement de 70 ans, Mo Ibrahim avait travaillé dans le secteur des télécoms à Londres avant de fonder sa société de téléphonie mobile Celtel, qu'il a vendue en 2005 au groupe koweïtien MTC. Avec une fortune estimée à 1,1 milliard de dollars, il est classé par le Time magazine parmi les 100 personnes les plus

influentes au monde. La fondation Mo Ibrahim publie chaque année un indice évaluant les avancées ou les reculs en matière de bonne gouvernance en Afrique, et récompense depuis 2007 les dirigeants africains qui incarnent un « leadership d'excellence ». A ce sujet, le secrétaire général adjoint de l'ONU, la Nigériane Amina J. Mohammed, a estimé que beaucoup reste encore à faire. « L'Afrique a connu des avancées en matière de bonne gouvernance, mais ce n'est pas assez », a-t-il fait remarquer. Fin février, le jury de la fondation avait annoncé ne pas avoir

trouvé de candidat ayant réuni l'ensemble des qualités requises en 2016, pour la sixième fois en dix ans. Le prix Mo Ibrahim a notamment été remis à l'ancien président mozambicain Joaquim Chissano, ou à l'ancien président sud-africain Nelson Mandela, icône de la lutte anti-apartheid. Parmi les participants au forum de Marrakech, figuraient entre autres : le milliardaire nigérian, Aliko Dangote ; l'ancien secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan ; le patron de la Banque africaine de développement, Akinwumi Adesina et l'ancien président allemand, Horst Köhler.

*Nestor N'Gampoula*

2 <sup>ÈME</sup> JOUR : 12 AVRIL 2017						
<b>Café de bienvenue</b>						
09:00	<b>TR04: Quelles infrastructures pour soutenir la transformation numérique ? De la conception à l'usage, du financement à la rentabilité, de l'architecture à la sécurité ... Meilleurs pratiques *</b> AKOUALA, AG Congo Télécom * Issa ATTIE, CEO Burotop IRIS * Luc ZANGHIERI, PDG Ofis * Benjamin BELLE, Directeur CANAL+ Congo * Djibril OUTARRA, CEO MTN Modérateur : Jean-Michel ATTALI, Directeur IDATE					
<b>Systèmes hyperconvergers HPE : Jean KOZAILY &amp; Représentant HP</b>						
11:00	<b>TR05: « L'Afrique et la transformation digitale : enjeux économiques et défis sécuritaires »</b> * Pr Abdoullah CISSE, Avocat Expert Cybersecurité * Jean KOZAILY, DG CAP Info * Benoit Derudder, Directeur cabinet DELOITTE * Jean Michel HUET, Associé Bearingpoint * Représentante UNESCO au Congo * Emmanuel ADJOVI, Représentant OIF Modérateur : Eric N'DOUMBA, Directeur des nouvelles technologies (MPT)			<b>FR02 [Afrinic]</b>  <b>INRN: Gestion des données numériques Internet</b>  <b>IPV6 - Ingénieurs Réseaux</b>  * Brice ABBA * Stephen HONLUE, Formateurs Afrinic	<b>FR03 [PRATIC &amp; Partenaires]:</b>  <b>Mieux utiliser les réseaux sociaux et les outils de communications sur le Web</b>  <b>CIBLE: Presse et médias</b>  * BASILE NIANE, Blogueur * Cyriac Gbogou, Expert Web et Formateur	<b>AT03 (ICANN):</b>  <b>L'industrie et opportunités autour des DNS</b>  * Pierre DANDJINO, VP ICANN * Yaovi ATOHOUN, * Laurent FERRALI
12:00	<b>TR06: Enjeux des objets connectés et des Plateformes de services. L'écosystème et les évolutions des modèles</b> * Maha LEE CASSY, Président du Groupe + (USA) * Véronique PARAISSO, SOFRECOM Afrique * Roland OBOUCKANG, Consultant SI * Emmanuelle BOUITY, Modérateur : Davy KIALA, Fondateur HUBTALENTS					
<b>Lancement de l'association des professionnels de l'Internet</b>						
13:00	<b>TR07: Protection et droits du consommateur</b> <b>Protection de l'enfance sur les réseaux sociaux &amp; Internet</b> <b>Les enjeux et les fondements économiques, réseaux de consommateurs</b> * Jean Jacques MASSIMA, Représentant UIT Afrique Centrale * Représentant de l'UNICEF * Représentant UNESCO * Antoine NDEKOLOLO, Directeur ARPCE Modérateur : Idriss BOSSOTO, Enseignants chercheur					

OSIANE2017 - 5

14:00	<b>TR08: Création d'un écosystème entrepreneurial et l'éveil à l'Innovation en Afrique</b> * Karim SY, Responsable incubateur * Eva Sow Ebion, Incubateur CTIK (Dakar) * DIALLO Alpha Mamoudou Danda, SABOU Tech (Guinée Conakry) * Jean-Michel HUET, Associé Bearingpoint * Yaovi Atohou, Stakeholder Engagement & Operations Manager - Africa Modérateur : Annoncia BADIABIO, Consultante Ernest & Young			<b>FR02 [Afrinic]</b>  <b>INRN: Gestion des données numériques Internet</b>  <b>IPV6 - Ingénieurs Réseaux</b>  * Brice ABBA * Stephen HONLUE, Formateurs Afrinic	<b>FR03 [PRATIC &amp; Partenaires]:</b>  <b>Mieux utiliser les réseaux sociaux et les outils de communications sur le Web</b>  <b>CIBLE: Presse et médias</b>  * BASILE NIANE, Blogueur * Cyriac Gbogou, Expert Web et Formateur	<b>AT03 (ICANN):</b>  <b>L'industrie et opportunités autour des DNS</b>  * Pierre DANDJINO, VP ICANN * Yaovi ATOHOUN, * Laurent FERRALI
15:00	<b>AT02: Atelier UX/UI design, mobile banking. Incubateur &amp; PRATIC</b> * Daniel LOCKO, senior UX/UI Designer et entrepreneur	<b>CF02: Conférence financement Transformation Numérique</b> Bailleurs / Ministre Délégué à l'économie numérique Présidé par Benoit BATY				
16:00	<b>Sensibilisation médias sociaux : Grand public</b>					
19:00	<b>SOIREE CULTURELLE PARTENAIRES</b>					

PRÉSIDENTIELLE FRANÇAISE

# Les candidats se prononcent sur la Francophonie

**Les Français choisiront le 22 avril et le 6 mai 2017 le successeur de François Hollande au Palais de l'Élysée. Après le Franc CFA, les candidats ont donné leur vision, leurs propositions sur la Francophonie et la langue française.**

Le mouvement de Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière (LO), appelle, par l'intermédiaire de son responsable de campagne, Pierre Royan, « à l'union des travailleurs autour d'une condition commune plutôt qu'autour d'une langue ou d'une nationalité, avec pour objectif de mettre fin au capitalisme et à sa forme de domination actuelle : l'impérialisme qui prend pour nom hypocrite la francophonie ». Pour LO, la participation de la France dans l'Union européenne et sa proximité avec les Etats-Unis l'éloignent de l'Afrique.

Pierre Royan pense que « plus on construit l'Europe, plus on détruit la France. Mais plus on détruit aussi les liens d'amitié, de coopération qu'on avait avec l'Afrique ». Si Nathalie Arthaud était élue présidente de la République française, elle créerait un Parlement des Etats francophones avec pour siège Paris. Elle s'aviserait avant tout à obtenir l'adhésion des Etats africains à ce projet «

qui pourrait nous permettre de définir une position commune des Etats de la francophonie sur les grands sujets internationaux, par exemple, sur le système financier international, sur les échanges Nord-Sud, sur le système monétaire international... ».

Pour Jean Lassalle du Mouvement Résistons pense le français doit permettre de « remettre notre diplomatie [française] au premier plan ». Ajoutant : « notre langue, partagée avec les pays francophones, entretient un cousinage culturel précieux. Nous devons demain redevenir des partenaires et des alliés, dans un même dessein enfin apaisé ».

Philippe Poutou du Nouveau parti anticapitalisme (NPA) va privilégier l'Afrique francophone, convaincu qu'« on ne peut pas faire table rase des cultures communes, de la langue ». A lui aucune intention de « cultiver la francophonie comme un reste de l'empire colonial français ».

Henri Temple, conseiller Afrique

de Philippe Dupont-Aignan explique la conception de la Francophonie de Debout la France : « on parle la même langue, on a la même culture. On a fait un bout de chemin ensemble, de 1890 à 1960. Il y a des mariages interraciaux en quantité. Il y a des Africains en France, il y a des Français en Afrique [...]. C'est ce que j'appelle une petite communauté de destin, nous sommes liés ». Et de conclure : « on est passé du colonialisme au paternalisme, il faut maintenant aller vers le fraternalisme ».

Benoît Hamon du Parti socialiste (PS), est favorable à un « visa francophone pour les étudiants, les chercheurs, les chefs d'entreprise et les artistes [pour] cultiver le sentiment d'appartenance à la francophonie ». Il envisage de construire un palais de la langue française, un lieu de rayonnement culturel, autour du français, de son évolution, de son enseignement et de sa diffusion. L'œuvre s'inscrit dans la « tradition des grands travaux », « une sorte d'écrin en l'honneur » de cette langue en partage. « Pour moi la francophonie est un enjeu majeur

des prochaines décennies », a déclaré Benoît Hamon.

Pour le candidat de Les Républicains (LR), François Fillon, il soutiendra et développera la francophonie en s'appuyant sur « l'inestimable atout que représente le partage la langue française ». Grâce à la langue française, il compte renouer avec le message universel de la France. S'il était élu comme président de la République française, il construira « une relation seraine et de confiance avec [nos] amis africains francophones d'abord, mais aussi anglophones et lusophones ».

Celle qui revendique l'écusson de l'avenir de la langue française et de la francophonie des peuples, Marine Le Pen du Front National [FN] a déclaré : « la grandeur de la France s'exprime en langue française ». Elle évoque les dangers de l'immigration, « veut protéger l'universalité de la langue française ». Elle est partisane de la France unilingue et d'un monde multilingue et multipolaire. Elle entend faire de la francophonie une priorité diplomatique afin de « renforcer les liens avec les peuples », qui ont le français en partage. Favorable à l'expulsion des sans-papiers, opposée à la gratuité de l'école

pour leurs enfants, elle fait valoir le « chacun chez soi » et veut mettre fin à la bi-nationalité pour les Africains.

Pour le candidat d'En Marche, Emmanuel Macron, « la francophonie fait la vitalité » de la littérature et de la langue française. Il veut renforcer le réseau de lycées français. Il est convaincu que l'influence de la France passe dans le monde, passe par son image culturelle et le soutien à la francophonie. « La rationalisation et le renforcement d'institutions aujourd'hui dispersés, permettra de valoriser à l'étranger le savoir-faire de nos établissements, de nos industries et des acteurs privés », estime Macron.

Du côté de la France insoumise de Jean-Luc Mélenchon, on veut passer à la « Francophonie politique : un espace politique dans lequel chacune des nations pourrait voir plus grand qu'elle ». Il plaide pour la réorganisation des institutions de la grande famille francophone en s'appuyant sur « le recentrage, sur la défense, le rayonnement de la langue et son usage commun », et créer un Erasmus de la francophonie pour un avenir en commun.

**Noël Ndong**

**airtel**  
LE RESEAU DES SMARTPHONES

**SIM MASOLO**  
50 FCFA = 5 min + 10 MB  
(Whatsapp, Twitter et Facebook gratuit)  
COMPOSE \*121\*1#

SIM MASOLO  
airtel

WhatsApp, Twitter, Facebook icons

**À VENDRE**

- PARC AVENTURES DE BRAZZAVILLE
- FOND DE COMMERCE :
- 2000m<sup>2</sup> de parc récréatif de jeux comprenant
- 1 salle de jeux intérieur de 1500m<sup>2</sup>
- 1 espace d'activités extérieur de 400m<sup>2</sup>
- 1 parking de 100m<sup>2</sup>
- 1 cuisine professionnelle équipée
- 1 étage mezzanine de 200m<sup>2</sup> de bureaux
- Nous contacter au 06 662 39 00

**OUVERT même les Jours FÉRIES**

**PARC AVENTURES BRAZZAVILLE**

Tu joues, tu sautes, tu ris

**1<sup>er</sup> Parc récréatif couvert au Congo**

Matériel ludique homologué

Coin Bébé, Trampolines, Salle Anniversaire, Coin Garderie, Piscine à Balles, Toboggans

**Ouvert tous les jours**  
du Dimanche au Jeudi de 10h à 20 h  
Vendredi & Samedi de 10h à 21

Entrée principale Mpila à côté du Magasin ZARA  
entrée secondaire 308 Av de la Tsiémé  
**+2424 06 413 38 22** / Facebook : Parc aventures

## ZONE UEMOA

## Une croissance de 7% attendue en 2017

Un sommet extraordinaire de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine s'est tenu le 10 avril à Abidjan, en Côte d'Ivoire. À cette occasion, les chefs d'Etat des pays membres ont salué une perspective économique favorable cette année avec un taux de croissance attendu de 7%, malgré le contexte économique mondial morose.

« Les ressources en devises sont importantes. Le taux d'inflation est maîtrisé de (-2%), la croissance économique est forte (6,8%), la dette extérieure fait l'objet de toutes les attentions », s'est félicité le président ivoirien Alassane Ouattara à la fin de cette session extraordinaire de l'Uemoa dont il est le président en exercice. Le franc CFA, monnaie commune de la zone « se porte bien (...). La monnaie est saine et est dans de bonnes mains », a-t-il affirmé, dénonçant une campagne de dénigrement à se sujet.

Le chef de l'Etat ivoirien a également souligné que la zone Uemoa, dont la population globale avoisine les 90 millions d'habitants, a des « réserves de change qui représentent plus de cinq mois d'importation, alors que la règle retenue est d'environ trois mois ». Une manière pour lui, de dénoncer « toutes les informations fallacieuses » qui circulent sur la solidité et la pérennité du CFA.

Cette réunion s'est déroulée en présence de ses homologues burkinabè Rock Marc Christian Kaboré, béninois

Patrice Talon, sénégalais Macky Sall, malien Ibrahim Boubacar Keita, togolais Faure Gnassingbé, nigérien Mahamadou Issoufou et bis-sau-guinéen José Maria Vaz. Selon la déclaration finale du sommet, l'ancien ministre nigérien de l'Economie et des Finances, Abdallah Boureima, a été élu à l'unanimité lundi président de la Com-

**« Les ressources en devises sont importantes. Le taux d'inflation est maîtrisé de (-2%), la croissance économique est forte (6,8%), la dette extérieure fait l'objet de toutes les attentions »**

mission de l'Uemoa. Ce nouveau président de la Commission succède à l'ancien Premier ministre sénégalais, Cheikh Hadjibou Soumaré, qui occupait ce poste depuis 2011 et qui avait annoncé sa démission à la surprise générale fin septembre.

« Réputé pour son sérieux et sa rigueur, Abdallah Boureima est un homme de confiance du président nigérien Mahamadou Issoufou

», a confié Zamari Abba, un membre du parti du chef de l'Etat nigérien, la Parti nigérien pour la démocratie et le socialisme (PNDS).

Agé d'une soixantaine d'années, Abdallah Boureima a occupé le poste de ministre de l'Economie et des Finances du Niger de 1993 à 1996. À l'époque, le président Mahamadou Issoufou était Premier ministre de l'Alliance des Forces du changement (AFC), la coalition qui avait remporté les toutes premières élections démocratiques de l'histoire du pays.

Ancien directeur adjoint

de la Société nigérienne de banque (Sonibank), une des plus importantes du pays, il a également travaillé à la Société des mines du Liptako (SML), filiale de la société canadienne Semafo. Avant sa désignation à la présidence de la Commission de l'Uemoa, il était commissaire chargé des politiques économiques et de la fiscalité de cette institution.

Nestor N'Gampouka

## BURKINA FASO

## Le procès de Blaise Compaoré fixé au 27 avril

La Haute Cour de justice du Burkina Faso a annoncé le lundi 10 avril, que l'ex-président burkinabè Blaise Compaoré et les ministres de son dernier gouvernement seront jugés le 27 avril pour leur implication présumée dans la répression de l'insurrection populaire d'octobre 2014 qui avait conduit à la chute du régime.

« La Haute cour de justice va statuer sur le dossier de l'insurrection populaire, le jeudi 27 avril (...) dans la salle d'audience du Tribunal de grande instance de Ouagadougou », précise un communiqué du Parquet général.

Blaise Compaoré qui était aussi ministre de la Défense de son pays durant son dernier mandat et les membres du dernier gouvernement du Premier ministre Beyon Luc Adolphe Tiao sont poursuivis pour « complicité d'homicide volontaire » et « coups et blessures volontaires ». La justice reproche aux ministres « leur participation au Conseil extraordinaire des ministres du 29 octobre 2014 au cours duquel ils ont décidé de faire appel à l'armée pour réprimer les manifestants » contre la modification de la Constitution.

« Au cours de ce Conseil des ministres, il a été décidé de prendre une réquisition complémentaire spéciale faisant appel à l'armée pour maintenir l'ordre avec usage d'armes à feu », avait expliqué le parquet en février.

Des trente-quatre membres qui formaient le dernier gouvernement de Blaise Compaoré, seuls deux anciens ministres - Clotilde Ky (déléguée au Budget) et Yacouba Ouédraogo (Sport) - qui n'avaient pas participé à ce Conseil des ministres, ont bénéficié de non-lieu. Quant aux autres, ils ont été inculpés même s'ils bénéficient de liberté provisoire avec interdiction de quitter le pays. Tous risquent la peine de mort. Des sources officielles indiquent que 33 personnes avaient été tuées et de nombreuses autres étaient blessées lors de ces manifestations. C'est pour cela que le gouvernement déchu de Blaise Compaoré est poursuivi pour complicité présumée d'assassinat de « manifestants ».

Après 27 ans au pouvoir, Blaise Compaoré avait tenté de modifier la Constitution en 2013 pour briguer un cinquième mandat. Cette tentative avait marqué le début du soulèvement populaire, fatal à son régime puisqu'il vit depuis lors en exil en Côte d'Ivoire.

N.N.G.

## CHANGEMENT DE NOM

Je m'appelle Isaac Samuel ONYANKWANG.

Je désire désormais être appelé Isaac Samuel ONYANKOUANG.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire une opposition dans un délai de trois (3) mois.

## REMERCIEMENTS

Les enfants Ansi-Obangala, Oba et famille remercient tous ceux qui de près ou de loin leur ont apporté assistance tant morale que financière lors du décès de leur regretté frère et neveu Elitch Therlamb Obangala, décédé le 23 mars dernier à Brazzaville.

Sincère reconnaissance à l'endroit du ministère des Affaires étrangères, de la coopération et des Congolais de l'étranger pour son soutien multiforme à l'occasion du deuil de leur collaborateur nommé supra. Adieu frère Elitch ! Que la terre te soit légère, ainsi va la vie.



## NÉCROLOGIE

Lydie Gisèle Oko, journaliste aux Dépêches de Brazzaville et la famille Ibara (Ernest, Jeanne, Ngala Marie, Léocadie, Natacha et enfants) ont la profonde douleur d'informer aux parents, amis et connaissances du décès de leur fille, nièce et mère Nyaka Ninon Ngakia survenu le 1<sup>er</sup> avril 2017 à l'hôpital de Talangai.

La veillée mortuaire se tient au N° 141 de la rue Luanda à Mikalou Brazzaville (arrêt ngomba ou kouébalé)

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.



Magloire Nzonzi, Agent au Musée-Galerie du Bassin du Congo des Dépêches de Brazzaville, Léopold Nkounkou, Médard Benazo et famille ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances, le décès de leur père, oncle et grand père, Dominique Mpassi, survenu le 5 avril 2017 en France.

La veillée mortuaire se tient au N° 423, rue Mandzomo Plateaux des 15 ans à Brazzaville, vers l'église catholique Jésus Ressuscité ?

L'arrivée de la dépouille et la date de l'inhumation vous seront communiquées ultérieurement.



Donat Ellion Anicet, Mme Ndzila née Kolela Henriette, Auguste Debicas, Cyriaque Salabanz et la famille Ngoyi annoncent aux parents, amis et connaissances, les décès de leurs mères, nièces, filles, Angélique Ouadiabantou et Rose Nzoungou, survenus les 4 et 6 avril à l'hôpital de Makélékélé des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient, N°5, rue Dzoumouna à Kizito-Makélékélé.

La date des obsèques vous sera communiquée ultérieurement.





**Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!**

<b>Internet</b>  Jusqu'à 100 Mbps 100% de disponibilité	<b>Téléphonie</b>  100% de disponibilité 100% de couverture	<b>Télévision HD</b>  Plus de 100 chaînes 100% de disponibilité	<b>MultiMédia</b>  Jusqu'à 100 Mbps 100% de disponibilité
--	--	--	--

**À chaque ménage sa fibre!**



**Bisengo ya FIBRE OPTIQUE!**

<b>Internet</b>  Jusqu'à 100 Mbps 100% de disponibilité	<b>Téléphonie</b>  100% de disponibilité 100% de couverture	<b>Télévision HD</b>  Plus de 100 chaînes 100% de disponibilité	<b>MultiMédia</b>  Jusqu'à 100 Mbps 100% de disponibilité
--	--	--	--

**À chaque ménage sa fibre!**

## DIPLOMATIE

## Les Etats-Unis restent prêts à imposer des restrictions aux individus

Réagissant à la nomination de Bruno Tshibala à la primature, le pays de Donald Trump a, par ailleurs, relevé l'incertitude quant à l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre l'accord et à organiser des élections d'ici la fin de 2017.

Dans une déclaration du 11 avril, les États-Unis ont réitéré leur déception du fait que les signataires de l'accord du 31 décembre, en RDC, n'aient pas été en mesure de parvenir à un accord sur le choix d'un nouveau Premier ministre conformément à l'accord. Pour les Etats-Unis, en effet, la mise en œuvre complète et rapide par le gouvernement de la RDC de l'accord conformément à la résolution 2348 du Conseil de sécurité de l'ONU serait essentielle pour assurer le premier transfert démocratique et pacifique du pouvoir en RDC. « Il est également essentiel de veiller à ce que le désir des Congolais de voter au cours d'élections libres et équitables soit respecté », ont souligné les Etats-Unis qui ont, par contre, relevé l'incertitude quant à l'engagement du gouvernement à mettre en œuvre l'accord et à organiser des élections d'ici la fin de 2017.

### Transfert pacifique et démocratique du pouvoir

Les États-Unis, qui se sont dit prêts à imposer des restrictions aux individus, qu'ils soient du gouvernement ou de l'opposition, qui sapent les institutions démocratiques de la RDC, ont, par ailleurs, encouragé les dirigeants de la coalition du Rassemblement de l'opposition à travailler avec le Conseil des évêques catholiques et d'autres signataires de l'accord de la St Sylvestre vers l'objectif des élections et un transfert pacifique et démocratique du pouvoir.

Ils lancent également un appel au gouvernement de la RDC et aux dirigeants de l'opposition politique à s'abstenir de toute déclaration ou action susceptible d'inciter à la violence.

Lucien Dianzenza

## SANTÉ

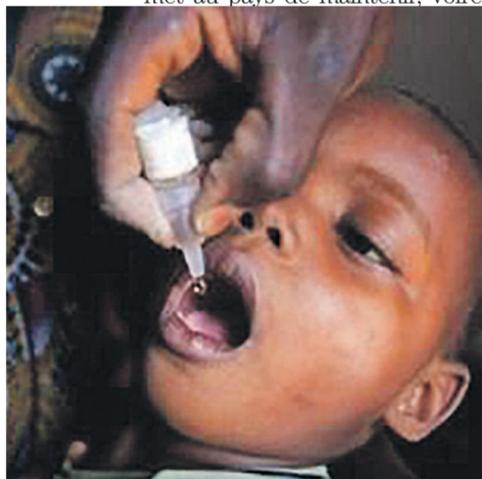
## La campagne de vaccination contre la polio reportée au Kasai Central

Du 09 au 11 avril derniers, le ministère de la Santé publique a organisé des journées nationales de vaccination à travers les différentes provinces du pays. Ces journées de vaccination contre la polio ont ciblé plus de dix-neuf millions d'enfants à travers toute l'étendue du territoire national.

Dans la province du Kasai central, par contre, ces journées nationales de vaccination contre la polio n'ont pas eu lieu. Elles ont été reportées à une date ultérieure. Ce report, laisse entendre le vice-gouverneur du Kasai Central, Justin Milonga Milonga, est attribué à la précarité de la situation sécuritaire prévalant sur l'ensemble de cette province. C'était au cours d'une séance de travail ayant regroupé les membres du comité provincial de la coordination de ladite campagne.

Pour lui, l'amélioration des conditions sécuritaires permettra la tenue de cette campagne à temps opportun.

Le vice-gouverneur du Kasai Central, Justin Milonga Milonga a, en outre, salué les efforts du gouvernement de la République tendant à consolider le statut immunitaire des enfants et éradiquer totale-



ment la poliomyélite sur le territoire congolais. L'organisation de ces journées répond au souci du gouvernement d'éradiquer la polio sur toute l'étendue du pays.

Depuis le 26 novembre 2015, la RDC a été proclamée pays exempt de circulation du Poliovirus sauvage. Ce statut permet au pays de maintenir, voire

d'améliorer les indicateurs de certification dans toutes les Zones de Santé et, par ricochet, sur l'ensemble du pays. Cet objectif, avait fait savoir le ministre de la Santé publique Oly Ilunga, est réaliste et réalisable, car à ce jour l'engagement et les efforts de tous le prouvent à suffisance : parents, personnels de santé, vaccinateurs, mobilisateurs, autorités politico-administratives, partenaires; tous sont debout contre la poliomyélite.

Aline Nzuzi

## ENJEUX DE L'HEURE

## La France et l'Union africaine au chevet de la RDC

François Hollande et Alpha Condé ont, à la faveur d'une rencontre à Paris, laissé, dans leur raisonnement, croire à une probable nouvelle facilitation de l'Union africaine, en association avec la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO), conformément à la Résolution 2348 pour les bons offices dans la crise politique congolaise.



Alpha Condé et François Hollande

De passage à Paris le mardi 11 avril, le président guinéen Alpha Condé qui dirige l'Union africaine a discuté à l'Élysée avec son homologue français de la situation politique qui prévaut actuellement en RDC. Pays à la dimension d'un sous-continent, le Congo-Kinshasa situé au cœur de l'Afrique est au cœur des préoccupations de l'UA qui ne jure que par sa stabilité et sa sécurité au regard de l'influence qu'il est censé exercer sur l'Afrique subsaharienne. La nomination la semaine dernière de Bruno Tshibala au poste de Premier ministre après l'échec constaté des négocia-

tions directes entre l'Opposition et la Majorité est loin de faire baisser la tension dans le pays. Les deux chefs d'Etat ont émis des soucis quant à l'avenir politique immédiat de la RDC étant donné que cette nomination n'est pas le fait d'un consensus de la classe politique. L'échec de la médiation menée par la Cenco visant à mettre en œuvre l'accord du

31 décembre parait influencer la suite du processus avec des frustrations qui n'en finissent pas. Pour le président Alpha Condé qui s'est joint à l'idée de François Hollande de laisser à l'Union africaine la latitude « de trouver des solutions de médiation indispensables » à la situation politique congolaise, il y a lieu d'aider la RDC « à sortir de la crise grâce à la médiation de l'Union africaine ». Le président guinéen qui veut créer une instance où « les problèmes des Africains seront résolus par les Africains », entend s'impliquer dans la crise congolaise. « En tant que pré-

sident de l'Union africaine, je parle avec le président Kabila, j'ai parlé avec les différents mouvements de l'opposition et nous sommes à leurs côtés pour les aider à trouver une solution qui permette au Congo de faire des élections transparentes », a-t-il déclaré au sortir de la rencontre avec François Hollande. Entretemps, dans les couloirs de l'Élysée, il se susurre que la nomination de Bruno Tshibala n'est pas conforme à l'esprit et à la lettre de l'accord du 31 décembre. « Le Premier ministre devait être proposé par l'opposition et là le Premier ministre qui a été nommé n'a pas été proposé par l'opposition. Donc, l'accord du 31 décembre n'a pas été respecté », a indiqué une source diplomatique française citée par l'AFP. La France qui ne fait plus mystère sur ses inquiétudes en rapport avec le processus électoral en RDC plaide pour la recherche d'un consensus. « Il faut essayer de retrouver du consensus dans l'organisation des élections prévues pour la fin de l'année », a fait savoir la source tout en saluant les avancées déjà engrangées dans le cadre des préparatifs des élections. En revanche, regrette-t-elle, « le consensus politique, ce qui était espéré avec l'accord du 31 décembre, ne se concrétise pas ». Sur des différentes considérations, il s'est dégagé une identité de vues entre les deux personnalités.

Alain Diasso

## GOUVERNEMENT DE TRANSITION

## Le MLC et le FRC non concernés par le partage des postes

Le parti politique et la plateforme dans laquelle il se trouve avec d'autres formations politiques du pays continuent à exiger le respect de la Constitution sinon, la mise en œuvre de l'Accord de la St Sylvestre, pour permettre au pays d'avoir ses élections dans le délai fixé.

Dans leur position signée par la secrétaire générale du parti et coordonatrice de la plateforme, la députée Eve Bazaïba Masudi, et rendue publique le 12 avril 2017, le Mouvement de libération du Congo (MLC) et le Front pour le respect de la Constitution (FRC) se sont dits non concernés par le partage du pouvoir avec le gouvernement Kabila. Le regroupement politique et sa constituante exigent, par ailleurs, la tenue des élections. « Lisez très bien l'accord issu des discussions directes de la Cenco, le FRC est la seule composante qui a inscrit le non-maintien de Kabila et sa non-représentation pour le 3ème mandat », a précisé Eve Bazaïba Masudi, dans ce document.

Pour la secrétaire générale du MLC et coordonatrice du FRC, le



Les membres de la Cenco, venus s'enquérir de la position du MLC et du Front sur la signature de l'Accord du 31 décembre 2016/photo Adiac

MLC et le Front ne courent pas derrière Kabila pour être nommés au Comité national de suivi de l'accord (CNSA). Car, note-t-elle, le Chef de l'Etat n'en a pas les compétences. A l'en croire, ce parti et la plateforme politique exhortent au consensus des parties prenantes autour du délégué du FRC à diriger cette structure « pour le seul but d'avoir le levier de commande par rapport à la bonne mise en

œuvre de l'accord ».

Ce parti politique, qui a affirmé avoir maintes fois organisé des marches pour l'intérêt général et non pour des postes, a noté qu'avec ou sans le consensus qui permettrait au délégué du FRC de diriger le CNSA, la formation politique et le front, la plateforme au sein de laquelle elle milite, sont orientés vers les élections.

L.D.

## FORMATION DU GOUVERNEMENT

## Bruno Tshibala consulte les acteurs politiques et sociaux

**Sur le volet électoral, le Premier ministre a déclaré mettre tout en œuvre pour mobiliser les ressources financières internes en vue de financer les élections.**

Bruno Tshibala a entamé ses consultations le mardi 11 avril dernier en vue de la formation du gouvernement de transition conformément à la recommandation faite par Joseph Kabila l'exhortant à le faire dans les plus brefs délais. Le Premier ministre, qui sait que les attentes du peuple sont placées en lui, s'est ouvert à tous les courants politiques et sociaux du pays. Plusieurs plates-formes politiques dont le Rassemblement (aile Joseph Olenghankoy), la Majorité présidentielle populaire (MPP) de Diomi Ndongala, l'UDPS et alliés, la Convention des républicains ainsi que l'Alliance nationale des autorités traditionnelles du Congo ont vu leurs délégués être reçus par Bruno Tshibala. Les consultations se sont poursuivies ce mercredi 12 avril avec les délégations de l'opposition républicaine, de l'opposition politique et de la société civile signataire de l'accord du 18 octobre.

Le Rassemblement (aile Félix Tshisekedi), qui a boudé la nomination de Bruno Tshibala, a déclaré ne pas être concerné par ces consultations quand bien même certaines indiscretions ont fait état de l'entrée imminente au gouvernement de quelques cadres de ce regroupement politique qui ont rallié l'aile dissidente. Le démenti n'a pas tardé à venir de la part des personnes visées parmi lesquelles Olivier Kamitatu, Delly Sesanga et Christophe Lutundula. Ces derniers ont mis cette fausse information sur le compte d'une campagne de dénigrement orchestrée contre leurs personnes. Qu'à cela ne tienne. Une chose est sûre, c'est que d'aucuns s'attendent à un gouvernement d'union nationale espérant que Bruno Tshibala cherchera à approcher l'UDPS et ses alliés de G7 pour plus d'inclusivité, gage de réussite de l'équipe gouvernementale. Les plus optimistes pensent que Bruno Tshibala dispose des cartes en mains pour convaincre ses anciens camarades à participer à son gouvernement dont la mission essentielle est de conduire

le peuple congolais aux élections d'ici décembre 2017.

Une gageure au regard du temps restant et surtout des contraintes financières. Là-dessus, Bruno Tshibala a déclaré à l'AFP qu'il comptait financer les élections pour désigner le successeur du président Joseph Kabila avec des ressources internes. « *Nous allons d'abord compter sur nous-mêmes. S'il y a un appui extérieur pour réunir les ressources nécessaires à l'organisation des élections, nous n'hésiterons pas. Mais seulement, nous allons d'abord compter sur nous-mêmes. Nous ne voyons pas d'inconvénient d'un appui extérieur (...) Tout sera mis en œuvre pour qu'il n'y ait pas la moindre excuse à ce que les élections ne soient pas organisées* », dit Bruno Tshibala.

Dans une tout autre approche, le chef de file de la dissidence du Rassemblement Joseph Olenghankoy a indiqué que la priorité est de répondre aux besoins du peuple notamment dans le social, dans la sécurité» avant de procéder à l'organisation des élections.

Alain Diasso

## HANDBALL-CACC

## HC Vainqueur et Jeunesse sportive de Kinshasa représentent la RDC à Agadir

**La RDC est représentée à la 33<sup>e</sup> édition de la Coupe d'Afrique des clubs champions de handball par deux clubs, les dames de HC Vainqueur et les messieurs de la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK). La compétition se déroule du 13 au 22 avril 2017 à Agadir au Maroc. Et c'est ce jeudi 13 avril, jour de l'ouverture du tournoi, que les deux clubs représentatifs de la RDC prennent le vol pour Agadir au Maroc.**

Les dames de HC Vainqueur livrent sa première rencontre le 14 avril contre les Angolaises de Primeiro, club détenteur du titre. Ensuite, HC Vainqueur jouera contre la formation de FAP du Cameroun, avant de se mesurer en dernier match du groupe à la for-

mation de Kada Queens du Nigeria. Les messieurs de Jeunesse sportive de Kinshasa se retrouvent dans le groupe B en compagnie d'Al Ahly d'Egypte, de Raja Agadir du Maroc, de Patronage du Congo-Brazzaville, de Niger United du Niger et de Minuh du Cameroun. JSK entame la compétition contre Al Ahly d'Egypte, avant de s'opposer au club marocain de Raja Agadir. Ensuite, JSK matchera Patronage du Congo-Brazzaville, Niger United le 16 avril et enfin Minuh du Cameroun le 18 avril. Rappelons que la dernière édition de la CACC a été remportée par les messieurs de Zamalek d'Egypte.

Martin Engimo

## DIVISION 1/PLAY-OFF

## Bukavu Dawa et V.Club font match nul en deuxième journée

**Après le match nul (0-0) contre Sanga Balende à Mbuji-Mayi en première journée de Play-Off de la Division 1, l'AS V.Club est passé à côté de sa première victoire dans cette étape ultime du championnat national de football. Menant au score en première période face à l'OC Bukavu Dawa, V.Club a concédé le but égalisateur de l'équipe locale à un quart d'heure de la fin du temps réglementaire.**

La deuxième journée du Play-Off du 22<sup>e</sup> Championnat national de football s'est poursuivie le mercredi 12 avril 2017, au stade de la Concorde de la commune de Kadudu à Bukavu dans la province du Sud-Kivu. La formation locale d'OC Bukavu Dawa recevait l'AS V.Club de Kinshasa. Le onze de départ de V.Club s'est composé du gardien de but Lomboto, des défenseurs Glody Ngonda à gauche, Didot Bafola à droite, Ruddy Makwekwe et Francisco Ondo dans l'axe. Yannick Bangala Litombo, Nelson Munganga, Guy Lusadisus ont été au milieu de terrain, alors que Eddy Ngoy Emomo, Richard Bazombwa et Taggy Etekiana Agiti ont formé le trio d'attaque de V.Club. Avec son statut de favori pour la victoire, V.Club a ouvert la marque à la 38<sup>e</sup> minute par Eddy Ngoy Emomo d'une frappe enveloppée.

Les Dauphins Noirs menaient donc à la fin de la première période avec ce but d'avance au tableau d'affichage. Mais en deuxième période, les Olympiens de Bukavu Dawa, avec en leur sein l'expérimenté Ghislain Mvete Luyeye, se sont réveillés et ont exercé un pressing sur l'adversaire. Et à la 75<sup>e</sup> minute, les locaux ont égalisé par le biais de Bokanga Mabila sur une balle arrêtée hors de portée du gardien de but, Lomboto. Les changements opérés par Florent Ibenge n'ont rien apporté au tableau d'affichage ; Mthunzi Xavi a remplacé Richard Bazombwa, Ernest Sugira a suppléé Lusadisus et Félix Gerson a pris la place de Ngoy Emomo. Au classement, le Daring Club Motema Pembe (DCMP) est provisoirement premier avec quatre points, suivi du CS Don Bosco et du FC Renaissance du Congo (3 points). V.Club vient à la quatrième position avec deux points issus de deux matchs nuls (0-0 contre Sanga Balende à Mbuji-Mayi et 1-1 contre Bukavu Dawa à Bukavu). Notons, toutefois, que les Dauphins Noirs de Kinshasa ramènent deux points de leurs deux premiers matchs loin de leur base. OC Bukavu Dawa compte un point, ainsi que Sanga Balende et TP Mazembe de Lubumbashi. Muungano est dernier avec zéro point.

Martin Engimo

## Bruno Tshibala enjoint de former son gouvernement dans les plus brefs délais

**Le nouveau Premier ministre congolais a été reçu lundi 10 avril pour la première fois depuis sa nomination par le chef de l'Etat Joseph Kabila.**

Après sa nomination en qualité de Premier ministre, il a fallu attendre 72 heures pour que Bruno Tshibala soit reçu en audience par Joseph Kabila. C'était le 10 avril dernier au cabinet de travail du chef de l'Etat situé dans la commune de la Gombe. Un entretien en tête-à-tête qui a duré quelques bonnes minutes. Faisant la restitution de cette audience, le nouveau Premier ministre a loué le climat de détente qui a prévalu dans ses échanges avec le chef de l'Etat qu'il a tenu à remercier pour le choix porté sur sa modeste personne pour conduire le gouvernement de transition. Il a également remercié ses pairs du Rassemblement pour avoir mis son nom sur la liste des candidats premiers ministrables.

« *Le président m'a donné des orientations en vue de la formation du gouvernement dans les plus brefs délais* », a-t-il déclaré au sortir de l'audience tout en insistant sur les principaux défis auxquels son gouvernement va travailler : l'organisation des élections, l'amélioration du cadre macro-économique et les questions de sécurité. « *Nous allons nous y employer avec la volonté et la détermination de réussir* », a-t-il promis. Bruno Tshibala a également évoqué l'accord du 31 décembre 2016 qu'il a promis de « faire tout ce qui est possible » pour qu'il soit appliqué. Cet accord signé par le pouvoir et l'opposition prévoit la mise en place d'une transition et l'organisation des élections avant la fin de cette année. Enfin, il a lancé un appel pressant à tous les Congolais de soutenir son gouvernement en vue d'organiser les élections.

A.D.

## COOPÉRATION

## Les donateurs se détournent de l'Afrique

**L'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) s'est dite consternée par la tendance baissière de l'Aide publique bilatérale versée par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD), structure regroupant les plus importants bailleurs de cette institution. Une situation inacceptable, a-t-elle expliqué, d'autant qu'elle est la conséquence logique des engagements non tenus de certains pays du CAD.**

En 2016, les crédits cumulés vers l'Afrique se sont établis en moyenne à 27 milliards de dollars américains USD, dont 24 milliards pour la région subsaharienne. C'est un retour à la situation qui a prévalu dans la période 2000 à 2009, soit 25 milliards de dollars américains USD. Preuve d'une baisse inquiétante, ces crédits ont représenté en moyenne 30 milliards de dollars américains USD pendant la période 2010-2014. On est bien loin de la hausse des 42 % de l'aide publique au développement en faveur de l'Afrique dans la période 2004 à 2010, avec une enveloppe qui est passée de 24 à 34 milliards d'Euros.

Autre motif d'inquiétude, cette révision à la baisse arrive au moment où l'aide publique au développement dans sa grande diversité, c'est-à-dire les projets bi-multilatéraux, la coopération technique, l'aide humanitaire et l'effacement de la dette, a connu une forte croissance dans toutes les zones bénéficiaires confondues. Dans l'ensemble, les pays du CAD ont débloqué 142 milliards de dollars américains USD dans le cadre de l'aide publique au développement, soit une hausse de 8,9 sur un an. L'une des causes de cette montée en puissance de l'aide est l'intervention de la communauté internationale en faveur des réfugiés. En tête des donateurs de l'Afrique, il y a toujours les habitués comme le Danemark, le Luxembourg, la Norvège, la Suède, le Royaume-Uni et même l'Allemagne.

La tendance à la baisse de l'aide internationale se vérifie également en RDC. Au fil des années, le pays a réussi à mieux gérer les flux de la coopération au développement grâce à une collecte centralisée et une meilleure traçabilité. Certes, il faut signaler quelques contraintes persistantes dont les efforts à fournir en matière de systématisation des informations au sein de la Plate-forme de gestion de l'aide et des investissements (PGAI). Globalement, il y a eu une constante progression si l'on évalue l'aide dans la durée. Toutefois, il est important de relever les fluctuations au cours de la période 2000 à 2015. Les décaissements au titre de l'aide ont touché le milliard de dollar américain en 2006, voire les 2 milliards en 2012, le pic avant la chute. En 2015, l'aide s'est située à seulement 660 000 dollars américains USD. Et la baisse s'est accentuée davantage en 2016, avec la crise qui a affecté l'économie mondiale.

Laurent Essolomwa

## CHAMPIONNAT D'AFRIQUE DES CLUBS VAINQUEURS DE COUPE

## Patronage et Cara défendront le Congo à Agadir

Les deux représentants congolais engagés à la 33e édition du championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de Coupe de handball à savoir, Patronage Sainte-Anne en version masculine et le Club Athlétique Renaissance Aiglon (Cara) en dame ont quitté Brazzaville le 11 avril pour Agadir au Maroc où ils participeront du 13 au 23 avril à cette compétition de la Confédération africaine de handball

Douze équipes masculines sont engagées à la 33e édition de cette compétition africaine des clubs. Ces équipes sont réparties en deux poules de six. Le représentant congolais, Patronage est dans le groupe B en compagnie de, Al Ahly d'Egypte, Raja d'Agadir (Maroc), Munich du Cameroun, HC JSK de la RDC, Niger United du Nigeria. Le groupe A est quant à lui composé de AS Hammamet de la Tunisie, Widad Smara Maroc, FAP du Cameroun, Phoenix du Gabon, Red Star de la Côte d'Ivoire et Kano Pilars du Nigeria.

Dix jours durant, ces clubs venus de 11 pays d'Afrique s'affronteront pour succéder à Zamalek SC d'Egypte, le grand absent de cette compétition. Le club ponténégrin participe au Championnat d'Afrique des clubs pour la troisième fois avec l'objectif d'améliorer son classement de 2014.



L'équipe de Patronage Sainte-Anne «Adiac»

Les Congolais étaient classés 4e lors de la 30e édition organisée à Oyo dans le département de la Cuvette au Congo en 2014 alors que, trois de ses adversaires du groupe B ont au moins un titre notamment, Munich du Cameroun (2002, 2006), Al Ahly (2013) Ni-

ger United (1986).

En version féminine, huit clubs y sont engagés. Cara représente le Congo dans le groupe A aux côtés de TKC du Cameroun, THBC de Madagascar et AL Nouacer de Casablanca. Primero d'Angola, champion en titre, FAP du Cameroun, Kada Queens du Nigeria

et HC vainqueur de la RDC sont dans le groupe B. En effet, comme leurs confrères de Patronage, le Cara n'a pas aussi un palmarès éloquent. Les Brazzavilloises sont vice-championnes de la 5e édition du CACVC en 1989 et deux fois 3e notamment, en 1990 et en 2005. Mais malgré cela, le Cara

jouit de quelques faveurs de pronostic dans le groupe A ainsi que le club de Yaoundé TKC finaliste de la précédente édition. Le Club vainqueur à l'issue de cette compétition succédera à Primero d'Angola.

Charlem Léa Legnoki

## CONFÉRENCE INTERNATIONALE ET EXPOSITION SUR LES HYDROCARBURES

Les acteurs du secteur appelés à faire la promotion de leur produit à la 3<sup>e</sup> édition

L'appel a été lancé au cours d'un point de presse que le ministre des Hydrocarbures Jean Marc Thystère Tchicaya a animé mardi 11 avril à Pointe-Noire.

S'exprimant sur l'intérêt de cette conférence pour la République du Congo, le ministre a expliqué qu'au cours de celle-ci plusieurs thèmes seront présentés et re-

layés par des ateliers interactifs. Ce sera aussi une grande occasion de découverte du savoir-faire des entreprises au travers des différents stands. Cette conférence

s'est déjà imposée comme principal événement portant sur le pétrole et gaz en Afrique centrale. C'est un rendez-vous majeur au cours duquel d'autres pays de la sous-région exposeront également sur le domaine minier.

« Pour mémoire, l'édition précédente tenue en 2014 avait réuni près de mille participants, trente-six intervenants et cinquante exposants venant de vingt-cinq pays. Ainsi votre participation effective, que j'appelle de tous mes vœux, vous permettra d'accéder à des informations pertinentes sur ce secteur notamment le nouveau code des hydrocarbures promulgué le 12 octobre 2016, les résultats de la promotion 2016-2017 du domaine minier durant laquelle huit blocs de l'offshore profond et très profond puis cinq du bassin de la Cuvette ont été mis sur le mar-

ché », a indiqué le ministre.

Au cours de ces assises, des opportunités d'affaires dans le secteur des hydrocarbures seront offertes aux participants. « A l'instar de l'édition précédente, je reste persuadé que vous marquez votre présence par la prise d'inscriptions pour de nombreux délégués représentant vos sociétés respectives et vos partenaires. C'est aussi l'occasion d'assurer la promotion de vos produits et services auprès d'une audience professionnelle de ce secteur », a renchéri Jean Marc Thystère Tchicaya.

Notons que la troisième édition de la Conférence internationale et exposition sur les hydrocarbures en République du Congo (CIEHC-3) se tiendra du 24 au 26 avril prochain à Brazzaville sur le thème: L'industrie pétrolière congolaise: défis et perspectives.

Séverin Ibara



Le ministre Jean Marc Thystère Tchicaya au centre pendant le point de presse

06 647 85 85  
e-mail: infos.fantasya@gmail.com

98, rue Charles FAUCAULT  
(à côté de Brazza Hôtel, derrière la poste).

**Maternelle**  
**Parc de loisirs**  
**Restaurant**  
**Salle de cinéma**  
**Salle d'anniversaire;**  
**Salle de jeux vidéo;**  
**Cours d'informatique;**  
**aide aux devoirs;**  
**Cours de musique; de judo; de danse.**

## VIE ASSOCIATIVE

## Le chapitre national Arterial Network se prépare pour son assemblée générale

**L'activité prévue pour le 22 mai prochain au Centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard de la ville de Pointe-Noire porte sur le renouvellement des instances dirigeantes d'Arterial Network Congo Brazzaville.**

Réseau culturel panafricain dynamique, Arterial network est une organisation de la société civile basée en Côte-d'Ivoire. Il regroupe des artistes, des organisations et des activistes engagés dans le renforcement et la croissance du secteur créatif africain, représenté dans plusieurs pays. Au Congo il est présent dans les grandes villes notamment: Brazzaville, Dolisie, Owando et Pointe-Noire qui abrite le siège de son chapitre national.

Le bureau exécutif actuel d'Arterial Network Congo mis en place en 2015 étant arrivé au terme de son mandat qui est de deux ans, l'assemblée générale va permettre à la structure de se doter de nouvelles instances dirigeantes. A cet effet, Félicien Guebault Balendé, président national de cette organisation, a appelé tous ses membres à prendre part à cette grande activité, précisant que tous ont la possibilité de postuler aux différents postes de responsabilité et que les pro-

positions des membres qui par souci, ne pourront effectuer le déplacement de Pointe-Noire, sont attendues au bureau exécutif pour authentification jusqu'au 15 avril. Notons que cette année, Artériel Network a célébré ses 10 ans d'existence le 7 mars dernier. Au niveau du Congo, l'évènement a été marqué par une rencontre organisée par le bureau exécutif de l'antenne nationale au centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard. L'activité a réuni des acteurs culturels de la ville et a permis à Félicien Guebault Balendé et à Germaine Ololo, secrétaire générale d'Arterial network Congo, de présenter le réseau Arterial Network, ses enjeux et sa nouvelle vision ainsi que l'historique du Chapitre national. La rencontre a aussi été une occasion de partage d'expérience et de réflexion sur les conditions de vie et de travail des artistes congolais.

Au cours des échanges, les participants ont reconnu l'importance des actions du chapitre d'Arterial Network Congo en matière de mise en synergie des acteurs culturels, d'existence d'une diversité d'événements culturels à Pointe-Noire et au Congo d'opportunités de collaboration entre les différents acteurs, structures et événements culturels, d'opportunités de promotion et d'appui des initiatives cultu-



La photo de famille lors de la célébration des 10 ans Arterial Network

relles par l'APDC, de planification d'un calendrier annuel d'événements culturels sur le plan national.

Les échanges ont abouti à des recommandations adressées au ministère de la Culture, aux Collectivités locales et aux entreprises de la ville. Elles portent sur l'application de la loi 09-2010, du 26 Juillet 2010, portant orientation de la politique culturelle au Congo, notamment, en son article qui consacre 0,1 % du budget national à la promotion de l'action culturelle ; une plus grande participation des Collectivités locales et des entreprises tant publiques que privées, dans le finan-

cement de l'action culturelle ; la création des espaces culturels répondant aux normes techniques et répartis de façon équitable sur le territoire national.

Les participants ont sollicité des collectivités locales et des services de sécurité publique, la gratuité dans le déploiement des supports de publicité ainsi que leur sécurisation. Ils ont aussi demandé la mise en synergie des acteurs culturels en vue de l'efficacité et l'efficacé de leurs actions et attirer l'attention des autorités publiques sur la recrudescence des œuvres obscènes, voire pornographiques, stigmatisées et incitant à la violence.

**Lucie Prisca Condhet N'Zinga**

## UBA RENFORCE SA CONCENTRATION SUR LE CLIENT ET HONORE L'INTEGRITE DU PERSONNEL

United Bank for Africa Plc (UBA) a de nouveau démontré son engagement en faveur de l'excellence du service clientèle en célébrant les membres du personnel qui se sont efforcés de matérialiser les valeurs fondamentales de la Banque : Esprit d'entreprise - Excellence - Exécution.

Lagos, le 8 avril 2017 - United Bank for Africa a, dans le Centre d'Exposition d'Eko Hotel à Lagos au Nigeria, rassemblé des clients, des capitaines d'industries, des dignitaires politiques et diplomatiques, des membres du personnel et du Conseil d'administration de son réseau de 19 filiales africaines dans le cadre de l'édition 2017 de la cérémonie de UBA CEO Awards.

Le prestigieux événement annuel a été institué en 2008 pour célébrer les performances remarquables au sein de la famille panafricaine de UBA, en mettant en valeur l'excellence, l'innovation et l'excellence du service dans des domaines clés des activités du Groupe.

La récente promotion d'une ampleur inégalée de 3000 membres du personnel effectuée par UBA illustre l'appréciation par la Banque de leurs contributions et de leurs services aux clients. Devant un public distingué, la Banque et la direction générale ont, le soir du samedi 8 avril, célébré les membres du personnel lors de la cérémonie du CEO Awards, dans le style unique de UBA - réunissant les Lions et les Lionnes du Nigeria et du reste de l'Afrique.

Plus de 10 prix ont été décernés. De chaque catégorie de prix, le DG du Groupe, Kennedy Uzoka a dit: "Nous reconnaissons et apprécions qu'il y a tellement de membres du personnel qui ont démontré des aspects de chacune de nos valeurs fondamentales, mais nous avons dû détecter les tout meilleurs. Nous célébrons nos Lions et Lionnes qui se sont servis de leur ingéniosité et de leur créativité, ainsi que de leur expérience et de leur passion du secteur pour travailler sans relâche afin d'offrir un excellent service à nos clients et continuer de fournir des performances exceptionnelles au sein du Groupe".

Il y a des gagnants qui ont excellé dans l'innovation et l'exécution à travers l'Afrique. Il y a eu aussi ceux qui ont été récompensés pour leurs capacités entrepreneuriales. La DG de UBA Ghana, Mme Abiola Bawuah, a été récompensée dans la catégorie du prix spécial 'Leader de la banque ayant, contre toute attente, créé de nouvelles opportunités pour la Banque'. Madame Bawuah a été décrite par le DG du Groupe comme "une DG implacable qui brise les barrières, élargit les horizons, motive, inspire et encourage les autres".

Le prix qui a ravi la vedette à tous les autres est allé à Ibrahim Ogbanagbo, un agent de sécurité de l'agence UBA d'Oba Akran à Lagos, qui a retrouvé 10 000 dollars en espèces appartenant à un client et les lui a rendus. M. Ogbanagbo a parlé de la façon dont les 10 000 dollars auraient pu changer sa vie et comment il aurait pu les garder, mais son éducation, ainsi que les valeurs de UBA et l'importance de l'intégrité pour la banque, a-t-il affirmé, ne lui auraient jamais permis de le faire. Il a reçu le prix de l'excellence pour son



acte d'honnêteté et d'intégrité.

Le PCA du Groupe, Tony Elumelu, est monté sur la scène pour féliciter personnellement M. Ogbanagbo. M. Elumelu a déclaré que M. Ogbanagbo est le parfait exemple d'une personne imprégnée des caractéristiques de l'excellence dans l'exécution de ses fonctions.

"C'est un exemple pour nous tous, un exemple de la façon dont chacun d'entre nous, quelle que soit sa position au sein de notre groupe, peut se distinguer et donner l'exemple. Aujourd'hui, nous sommes ici pour célébrer un membre junior du personnel de UBA, qui a rendu l'argent égaré qu'il avait retrouvé et qui, par cette action, a gagné beaucoup plus qu'il n'aurait imaginé. En tant qu'une banque panafricaine de premier plan, c'est ce que nous défendons et nous félicitons Ibrahim Ogbanagbo de vivre le principe d'intégrité".

M. Ogbanagbo a été non seulement reconnu et récompensé du prix de l'excellence du CEO Awards 2017, mais il a réchauffé le cœur et l'esprit de beaucoup. Il a reçu une ovation debout, ainsi que des récompenses de dignitaires présents dans le public qui sont montés sur la scène pour le reconnaître et le féliciter. Le gouverneur de l'Etat d'Adamawa au Nigéria, Alhaji Bindo Jibralla, lui a promis une somme de 5 000 dollars et il a également reçu un engagement personnel de 10 000 dollars de la part du gouverneur de l'Etat de Bauchi, Alhaji Mohammed Abdullahi Abubakar. Le Vice-président du Sénat, également présent à l'événement, le Sénateur Ekweremadu, a déclaré que le nom de M. Ogbanagbo sera mentionné au Sénat (mardi 11 avril) en séance plénière et recevra la somme de NGN 5 000 000 de la part du Sénat.

Le thème de la soirée était 'le voyage de UBA', qui s'est vu donner vie à travers un concept de divertissement africain, mêlant la diversité de l'Afrique et soulignant la vision panafricaine de UBA, en commençant par la mise en valeur de la région de ses premiers pas, l'Afrique de l'Ouest, et celle de l'Afrique de l'Est et du Sud, ainsi que la présence symbolique et significative d'une banque africaine à New York, à Londres et à Paris. Il y a eu de la danse et de la prose, du rythme et du théâtre. Il y a eu aussi des artistes adorés du public comme Dare Art-Alade, qui a ouvert le spectacle avec une inter-

prétation fantastique de l'hymne national du Nigéria, Adekunle Gold, Dr. Sid, Flavour N'abania, P-Square, Awilo Longomba du Congo et le roi incontesté de la musique Juju, King Sunny Ade. Les invités et les dignitaires, la direction générale et le personnel de UBA se sont retrouvés dans une ambiance où toutes les gardes sont baissées et toutes formes de protocoles évaporées.

La Banque a été honorée par la présence de leurs Excellences, les Gouverneurs des Etats d'Adamawa et de Taraba, du Vice-président du Sénat, le Sénateur Ekweremadu, du Gouverneur

Donald Duke, d'Alhaji Abdul-Samad Rabiou et de beaucoup d'autres. La cérémonie a également été marquée par la présence d'acteurs clés du secteur, de diplomates, de ministres et de personnes d'influence clés au Nigeria, ainsi que celle des Présidents et DG des 19 filiales africaines du Groupe UBA, démocratisant les services bancaires pour plus de 14 millions de clients.

Dans l'ensemble, c'était une soirée inoubliable, une soirée de récompense et de célébration et, peut-être de façon plus poignante, l'histoire de la façon dont l'intégrité et l'honnêteté d'un agent de sécurité de UBA pourraient devenir le modèle d'un groupe africain de plus de 25 000 employés et un symbole de l'engagement primordial de UBA dans l'intérêt de ses clients.

United Bank for Africa (UBA) est un important groupe financier panafricain présent dans 19 pays africains ainsi qu'au Royaume-Uni, aux Etats-Unis d'Amérique et en France.

UBA a été immatriculée au Nigéria en tant que société anonyme avec conseil d'administration après avoir acquis les actifs de British and French Bank Limited qui opérait au Nigeria depuis 1949. United Bank for Africa s'est fusionnée avec Standard Trust Bank en 2005 et, d'une seule filiale créée en 1949 au Nigéria - la plus première économie africaine - UBA est devenue l'un des principaux fournisseurs de services bancaires et d'autres services financiers sur le continent africain. La banque fournit des services à environ 14 millions de clients à travers le monde entier, grâce à l'un des canaux de services les plus diversifiés en Afrique subsaharienne avec plus de 1 000 agences et points de contact clientèle et une solide plateforme bancaire électronique et mobile.

UBA est la première banque nigérienne à effectuer un appel public à l'épargne (IPO), suite à sa cotation sur la Bourse du Nigeria en 1970. Elle et également la première banque nigérienne à émettre des certificats globaux de dépôt (GDR). Les actions de UBA sont cotées à la Bourse du Nigeria (NSE) et la banque possède une base d'actionnaires très diversifiée qui comprend des investisseurs institutionnels étrangers et locaux, ainsi que des actionnaires individuels.

## CHAMPIONNAT NATIONAL D'ÉLITE DIRECT LIGUE 1

## Cara vole la vedette à l'AS Otoho

Après avoir mené le championnat depuis la 2e jusqu'à la 16e journée, l'AS Otoho n'a pas résisté à la pression au terme de la phase aller. Elle a perdu son fauteuil de leader parce qu'elle est devancée de deux unités par le Club athlétique renaissance aiglons.

Le Cara, la meilleure attaque de la compétition a su profiter de son match en retard de la 6e journée contre l'Interclub pour prendre provisoirement la tête du championnat. Les Aiglons se sont imposés (4-1) sur Interclub, le 12 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat, en match en retard de la 6e journée. Mal embarqués après l'ouverture du score de Lewi Ewolo, les poulains de Hugues Ondina ont renversé le match dans les minutes qui suivaient grâce à des réalisations de Loparini, Kivutuka, Mbangou et Nkaya. Ce Cara-Interclub a été reporté à cause du match retour Cara-Mas de

Fès, comptant pour les préliminaires retour de la coupe africaine de la Confédération. Après avoir retrouvé la première place, Cara qui a désormais la certitude de finir devant Etoile du Congo, reste toutefois sous la menace des Fauves du Niari. Les Léopards de Dolisie (27 points) joueront leur 4 matches en retard du retour du Swaziland. Ils seront reçus: le 20 avril à Pointe-Noire par l'AS Cheminots dans le cadre de la 17e journée avant d'enchaîner trois réception à Dolisie; le 23 avril face aux Diables noirs (12e journée); le 26 contre Tongo FC (6e journée) et le 29 face à Nathaly's (16e journée). Selon les estimations, en cas d'un sans-faute, les Fauves du Niari termineront la phase aller en tête avec 39 points.

L'Etoile du Congo (30 points) et troisième au classement provisoire reçoit, ce 13 avril au stade Alphonse-Massamba-Débat, La Mancha

dans le cadre du match retard de la 12e journée avant de se déplacer à Pointe-Noire, le dimanche pour en découdre avec Nico-Nicoyé en match remis de la 13e journée.

## Classement provisoire

1-Cara (37 points+25); 2- AS Otoho (35 points+8); 3- Etoile du Congo (30 points+13); 4- AC Léopards (27 points+10); 5- La Mancha (26 points+12); 6- JST (25 points+2); 7- Patronage Sainte-Anne (23 points+1); 8- Interclub (22 points+0); 9- Saint-Michel de Ouenzé (21 points-10); 10- JSP (19 points+0); 11- Jeunes fauves (19 points-2); 12- AS Cheminots (19 points-5); 13- Nico-Nicoyé (18 points-1); 14- FC Kondzo (17 points-6); 15- AS Kimbonguela (17 points-13); 16- Tongo FC (14 points-10); 17- Diables noirs (13 points-8) et 18- FC Nathaly's 9 points-15.

James Golden Eloué

## CHAMPIONNAT NATIONAL LIGUE 2

## Dix clubs ont manifesté leur intérêt pour la zone A

Dans l'attente de la date du démarrage de la compétition, dix-huit clubs se sont engagés pour arracher pour le compte de la zone A, l'unique place retenue pour la montée, la saison prochaine, en Ligue 1.

Les clubs engagés sont : Aigles sports; Ajax de Ouenzé; AC Léopards de Makotimpoko; AS Nsiemba; Ayandza sport; BNG; Cara de Djambala; le CESD, CSI Mbamou; Etoile de Ouessou; Etoile de Talas; FC Racine; Flamengo; RCB; Réal Impact; Red star; TP Mystère et Yaba sport. Les équipes concernées sont invitées à prendre part à une réunion que préside le premier vice-président de la Fécofoot, Jean Guy Blaise Mayolas ce 13 avril dans la salle de communications du Centre national de formation de football, en vue du démarrage de la compétition.

J.G.E.

## LIGUE DES CHAMPIONS

## La Juventus de Dybala gifle le Barça de Messi

Les miracles peuvent-ils vraiment se produire deux fois de suite ? Rescapé au tour précédent après la fameuse «remontada» face au Paris SG, Barcelone a été de nouveau giflé (3-0) mardi en quarts de finale aller de Ligue des Champions par la Juventus Turin, impressionnante de maîtrise et d'assurance.

Après la démonstration des Italiens et de leur prodige argentin Dybala, auteur d'un doublé de classe, le sentiment est que cette fois, le Barça ne s'en remettra peut-être pas.

Le PSG et le 6-1 du Camp Nou sont passés par là, bien sûr, et Messi, Neymar et les autres ont prouvé que l'impensable pouvait arriver. Qu'il arrive deux fois, cela semble invraisemblable. Et qu'il arrive face à des Italiens, cela paraît absolument impossible.

Mais il reste un match retour à jouer et c'est quasiment le seul point positif pour les joueurs de Luis Enrique, dépassés par la qualité d'une Juventus sûre d'elle et de son projet européen, bien partie pour prendre sa revanche de la finale perdue contre les Blaugrana en 2015 (3-1).

Les Turinois ont presque tous été très bons, de Buffon, qui n'a toujours pas encaissé de but de Messi et auteur d'un arrêt réflexe formidable face à Iniesta après une passe magique de l'Argentin (21e), à Dybala, bien sûr, qui a étalé aux yeux de l'Europe son immense talent.

La «Joya» a frappé dès la 7e minute, d'une frappe enroulée du gauche après que Cuadrado a fixé Mathieu, qui a beaucoup



L'Argentin Dybala a précipité la chute du Barça de Messi et Iniesta avec un doublé (GIUSEPPE CACACE/AFP)

souffert à gauche face à la double menace Cuadrado-Dybala.

## Higuain en manque trois

Le doublé est venu à la 22e minute, du gauche encore, après un long débordement de Mandzukic, admirable d'abnégation et d'engagement de bout en bout. A la 55e minute, c'est Chiellini qui a enfoncé le clou de la tête après un corner de Pjanic. Sur le coup, Mascherano, ballotté au marquage du grand Italien, a symbolisé les immenses difficultés défensives du Barça.

Les Catalans de leur côté ont eu la possession du ballon, ce qui est le minimum quand on est le Barça d'une part, et qu'on a un, puis deux, puis trois buts de retard d'autre part.

Mais à part une tête de Suarez déviée par Chiellini (39e) et un tir de l'Uruguayen sorti par Buffon (68e), il n'en ont pas fait grand-chose.

Neymar a tenté de nombreux dribbles, Messi a de nouveau été assez discret et souvent nerveux et le milieu de terrain a globalement été dominé par les Bianconeri. La rencontre a donc confirmé que Massimiliano Allegri avait réussi à bâtir une belle mécanique offensive tout en gardant la solidité défensive qui est l'ADN de la «Juve».

La défaite catalane aurait même pu être plus lourde car Higuain, sans doute le moins convaincant côté italien, a manqué trois grosses occasions d'alourdir le score.

La Juventus n'ira donc pas à Barcelone avec quatre buts d'avance, comme le PSG. Elle en a trois, ce qui est énorme. Car comme l'a assuré Bonucci lundi, «aucune équipe italienne n'aurait pris six buts ce soir-là». Il reste à le prouver dans huit jours au Camp Nou.

Camille Delourme

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en France (CFA 2)

## CFA 2, 21e journée

## Groupe A

Quelle remontée de la réserve de Laval, menée 3 buts à 0 à la pause par Vertou. Emmenés par Chris Malonga, auteur du premier but de son équipe sur coup-franc (56e), les Tangos vont finalement l'emporter (5-3). Yven Moyo est à l'origine du 2e but (60e), tandis que Davel Mayela a manqué un penalty à la 63e.

## Groupe B

Avec Exaucé Ngassaki titulaire, mais sans Durel Avounou, la réserve de Caen fait match nul (2-2) à Oissel. Hermann Mongomba et, titulaire, Blois chutent à domicile face à Dreux (0-1).

## Groupe C

Double d'Ikouma Garcia lors de la victoire d'Ailly-sur-Somme sur le terrain de la réserve du Paris FC (2-1). Le champion d'Afrique 2007 a marqué sur 2 penaltys, dont le 2e qu'il a provoqué lui-même. Un succès capital dans l'optique du maintien.

Yves Owomat et Beauvais font match nul (1-1) à Feignies-Aulnoye.

## Groupe D

La réserve de Nancy est tenue en échec par Lunéville (0-0). Ryan Bidounga, victime d'un claquage, n'a pas joué : sa saison est probablement terminée. Yann Mabella et Mons Bassouamina, pourtant buteur lors de la journée précédente, n'ont pas joué non plus.

## Groupe E

Dylan Bahamboula et Arnold Bouka-Moutou étaient titulaires lors de la défaite de la réserve de Dijon à Sainte-Geneviève (0-2). Bouka Moutou a été remplacé à la 73e, tandis que Bahamboula a joué l'intégralité du match face à l'équipe de son jumeau, Dolan. Titulaire, ce dernier a été remplacé à la 83e. Sans Cissé Bassoumba, Sénart-Moissy est battu à Ornanas (1-2).

## Groupe F

Titulaire, Thernand Bakouboula a égalisé à la 30e minute pour Bourgoin-Jallieu, qui concède le match nul (1-1) face à Dives.

## Groupe H

Malgré l'ouverture de Ted Lavie, Bayonne s'incline devant son public face à la réserve des Girondins de Bordeaux (2-4). Remplaçant, Kevin Zinga Mondziaou est entré à la 89e. Malgré l'expulsion de Lys Mouithys à la 61e, Angoulême bat Marmande (3-2).

C.D.



Double d'Ikouma Garcia qui permet à Ailly-sur-Somme de battre la réserve du Paris FC (DR)